A 202

John Carter Brown.

33:2

C

By Lawrence to Mr. Andrew

5-17
1
A P P E L

DES ETRANGERS

D A N S

NOS COLONIES.

par M. de La Mondière

D

A P A R I S.

Chez DESSAIN JUNIOR, Libraire,
Quai des Augustins.

M. D C C. L X I I I.

1763

JOHN CARTER BROWN

É P I T R E

A M O N S I E U R

LE M A R Q U I S D E ***

M O N S I E U R,

*J'Avoue de bonne foi que c'est à
vous que je suis redevable des
principes de population que j'ai
établis dans mon Traité des Pro-
a ij.*

restans , & dans mon Plan de Police des mendiants & des gens sans état , que j'ai mis au jour , comme dans celui que je fais imprimer sur l'Appel des Etrangers dans nos Colonies. Votre amour pour le Roi & pour la Patrie vous a toujours fait choisir pour sujets de nos conversations familiares , ceux qui pouvoient contribuer à la multiplication des Citoyens & à l'accroissement de notre Agriculture. Juste dans vos combinaisons , vous avez , M O N S I E U R , considéré les moyens d'y parvenir comme les plus sûrs pour rendre à la France sa premiere splendeur , pour lui

É P I T R E.   v

procurer l'abondance , & pour la faire rentrer dans ses anciens droits de supériorité sur toutes les Nations de l'Europe.

Après avoir fait cet aveu , qui blesseroit votre modestie , si je tirois le voile de l'anonyme , je vous supplie , M O N S I E U R , d'agréer la Dédicace que je vous fais sous la même enveloppe mystérieuse , de ces foibles productions de mon zèle.

L'hommage d'un Gentilhomme qui ne sçait encenser un grand nom qu'autant qu'il est , comme le vôtre , orné des qualités du cœur , est digne de vous par son désintéressement & sa sincérité. C'est le

vj   É P I T R E.

*prix que je mets à l'amitié que
vous m'avez vouée , & le fruit des
sentimens de reconnoissance & de
respect avec lequel je serai toute
ma vie ,*

M O N S I E U R ,

Votre très-humble
& très-obéissant
serviteur ***.

De La Morandière.

AVERTISSEMENT.

LE Plan que je me suis proposé lorsque j'ai mis au jour mon Traité sur le rappel des Protestans en France sous des conditions sages & honorables pour la Religion & pour le Gouvernement, a eu pour objet unique d'augmenter notre Population par un moyen conforme aux propres maximes de Jésus-Christ & aux principes de l'humanité, dont les desseins & les préceptes

viii AVERTISSEMENT.

concourent au même but , c'est-à-dire , à la paix , à la concorde & à l'union.

L'objet que j'ai eu en vue dans l'ouvrage que j'ai donné peu de tems après au Public , relativement à la Police , sur les mendiants , les vagabonds , les filles prostituées , & tous les garnemens , est le même.

Celui que je me propose par mon opuscule sur l'Appel des Etrangers dans le Royaume , & principalement dans nos Colonies , ne tend pas moins à rendre notre Population & plus nombreuse & plus robuste,

AVERTISSEMENT. ix
en chassant l'oisiveté & le libertinage.

J'attaque dans ces trois ouvrages tous les hommes des différens états & professions célibataires par goût & par raffinement de débauche , qui vivent avec des femmes qu'ils changent ou qui les changent chaque jour ; j'attaque la prostitution & ces filles messalines & mercénaires qui ont toutes-à-la-fois cinq à six maris , sans en avoir un ; j'attaque enfin tous ceux de l'un & de l'autre sexe qui croupissent avec impunité dans la plus extrême & la plus scandaleuse dissolution , sous les yeux des

x AVERTISSEMENT.

Magistrats & de la Police ; & je leur déclare une guerre ouverte comme destructeurs de la Population , comme ennemis de l'Etat.

Que d'inconvéniens , que de malheurs n'éprouvons-nous pas de cette vie abominable qui offense Dieu & les hommes ! Quelle perte , à tous égards , pour le Roi & pour la Patrie ! Ces infâmes prévaricateurs des Loix divines & humaines , quoique forts & vigoureux , font peu d'enfans ; & ceux qu'ils procréent portent la punition du débordement de leurs peres & meres ! Les uns sont contre-

AVERTISSEMENT. xj

faits & d'une constitution si foible , qu'ils meurent avant de parvenir à l'âge de virilité ; les autres , encore plus à craindre que les premiers , apportent en naissant ce poison mortifère , qui leur fait traîner une vie foible & languissante qui les rend par sa subtilité plus redoutables qu'utiles à la Société.

Si, comme on n'en peut douter , l'assiette & les perceptions d'impôts , également vicieuses , le défaut de protection de l'Agriculture & du Commerce , ont beaucoup contribué à notre dépopulation ; il est constant que

Bin.
N^o xij AVERTISSEMENT.

le libertinage des Célibataires des deux sexes nous a fait perdre pour le moins autant de Sujets. Cette perte de Citoyens dans tous les ordres de la Société est d'autant plus immense, qu'elle s'accroît chaque jour & qu'elle est irréparable.

Verrons - nous toujours les hommes de l'Etat le plus précieux, & principalement les Cultivateurs, déjà appauvris par la surcharge des impôts, nourrir & entretenir en pure perte pour la Nation plus de cinq à six cens mille fainéans qui les dévorent ! Encore aimons - nous mieux voir ces vermines dans

AVERTIISSEMENT xiiij

l'oisiveté que de les sçavoir occupées. Car dans les Villes l'occupation journaliere du plus grand nombre est de voler & escroquer le Bourgeois , le Marchand , l'Aubergiste , ou de débaucher leurs femmes & leurs filles , de les empoisonner , & de mettre le trouble dans les ménages ; dans les campagnes , l'occupation des autres n'est rien de moins que de voler , de piller , d'incendier , d'égorger , & de maltraiter ceux qui les nourrissent , qui les vêtissent , ou qui les ébergent ; ou de débaucher les jeunes enfans de famille pour les enrôler dans leurs

xiv AVERTISSEMENT.

troupes licentieuses & scélérates. L'exemple de l'oïfiveté , du libertinage & de l'indépendance est bien séduisant pour une jeunesse qui se voit contrainte à une étude appliquée , ou destinée aux travaux rudes & fatigans de la Campagne !

Le Ministère ne peut assurément trop sévir contre de pareils désordres. Connoissant son zèle pour le bien public , & surtout ses vues de réforme sur chacune de ces parties essentielles dont il connoît toute l'importance & tous les abus ; je me suis hasardé à mettre au jour mes idées. Je me flatte que

AVERTISSEMENT. xv

les honnêtes - gens qui peuvent être animés du même esprit patriotique que moi , voudront bien prendre la peine de réfuter les erreurs dans lesquelles je ferai tombé , afin de perfectionner ce que je n'aurai qu'ébauché , & de ne faire parvenir à nos Ministres , dont les momens sont précieux , qu'une bonne besogne.

Les maux qu'entraîne l'impolice actuelle sur ces sortes de gens , & principalement sur ceux sans aveu , sans feu , ni lieu ; les Réglemens de Police qui ont été rendus depuis S. Louis sur chacun des objets que j'ai trait-

xvj AVERTISSEMENT.

tés , les causes de l'inexécution de ces Ordonnances & Réglemens , & de la variabilité des jugemens des Magistrats subalternes , rendront la matiere fort abondante pour les personnes qui se chargeront de la traiter & de la réduire en principes. Je connois des Magistrats fort instruits , dont le zèle égale les lumières , & par conséquent fort en état de l'entreprendre avec succès aussi - tôt qu'ils y seront autorisés.

Après avoir trouvé les causes physiques de notre dépopulation & les moyens dont

AVERTISSEMENT. xvij

la réunion & la combinaison
mises en pratique , sont très-
capables de la rétablir en fort
peu de tems , j'ai entrepris
de traiter chacun d'eux en
particulier. Je souhaite avoir
réussi dans mes deux premiers
Traités. Il me reste le troisié-
me qui consiste à prouver la
nécessité où nous sommes d'ap-
peller dans nos Colonies au-
tant de peuplades étrangères
que nous pourrons y en atti-
rer de l'un & de l'autre sexe ,
de les y inviter même par des
établissmens avantageux , &
par des largesses ; afin qu'ils
aillent fixer leur séjour perma-

xviii AVERTISSEMENT.

nent dans ces pays lointains dépendans de notre domination, ou qu'ils viennent habiter parmi nous dans nos Provinces, pour y jouir des prérogatives de Regnicoles. L'objet de ces trois ouvrages est le même ; c'est la vivification , c'est l'accroissement de notre population languissante : objet digne de tout le zèle d'un Citoyen.

L'exemple des Espagnols qui, depuis leur découverte des Indes Orientales , rendent leur pays désert à force d'envoyer leurs habitans naturels au Potosi , pour y fouiller des mines intarissables , d'où ils rap-

AVERTISSEMENT. xix

portent de riches trésors qui les appauvrissent ; l'or & l'argent qu'ils en tirent , ne valent pas la multitude innombrable d'habitans nationaux qu'ils y sacrifient chaque année : celui contraire des Anglois , qui , bien plus sages n'envoyent presque que des étrangers dans leurs possessions éloignées , doivent nous servir de guide.

L'Espagne , ce pays si beau , si admirable , si fécond par sa nature , est dépeuplée , faible & pauvre au milieu de ses richesses chimériques ; tandis que l'Angleterre , dont le climat est désagréable & le sol

xx AVERTISSEMENT.

ingrat , est très peuplée , riche , puissante & formidable. La cause de cette différence est sensible ; elle provient de ce que l'une des Puissances a tourné ses vues du côté de l'or & de l'argent qu'elle a regardés comme richesses , de ce qu'elle a sacrifié sa population & son agriculture ; & de ce que l'autre s'est occupée du soin de multiplier ses sujets & ses bestiaux , & de leur procurer , par une grande culture , l'abondance en productions territoriales. Ces deux sources produisent des richesses bien plus réelles , bien

AVERTISSEMENT. xxj

plus précieuses que tout l'or ,
l'argent & les diamans de l'U-
nivers.

J'avoue que nous avons été un
peu plus sages que les Espagnols
dans les peuplades que nous avons
faites de nos possessions d'outre-
mer ; parce que nous y avons
reçu beaucoup d'étrangers ; mais
il faut convenir aussi que nous
avons été bien moins économes
en Regnicoles dans les Colonistes
que nous y avons fait passer ,
que ne l'ont été les Anglois dans
les leurs , & qu'ils ne le sont en-
core. Ils suivent toujours le même
système, qui est de n'envoyer dans
leurs possessions éloignées que des

xxij AVERTISSEMENT.

Etrangers qu'ils achètent, & pour lesquels ils font de gros frais d'établissmens.

Nous avons été jusqu'à présent dans l'usage d'envoyer dans nos Colonies les garnimens de notre continent. C'est en vérité une très-mauvaise politique de nos anciens Ministres. Si ces coquins y arrivent en bonne santé, ils y vivent en mauvais sujets, & y font plus de crimes & de désordres qu'ils n'en commettoient ici, parcequ'on ne veille pas là sur leur conduite. Il auroit beaucoup mieux valu les enfermer en France, les mettre à la chaîne, & les occuper aux travaux publics pour soulager les habitans des campagnes.

AVERTISSEMENT. xxiij

Je prouve dans ce dernier ouvrage que tous les sujets nationaux sages & libertins que nous envoyons dans ces pays lointains , pour les peupler & les cultiver , & dont le plus grand nombre périt dans le trajet ou peu de tems après leur arrivée , font autant d'hommes perdus pour l'Etat qui en auroit tiré de grands services ; & que ces émigrations , souvent répétées , font pour beaucoup dans la dépopulation actuelle de nos Provinces maritimes & centrales.

Ce sont de simples observations que je fais sur l'état présent de l'Europe , & principalement sur les Puissances qui nous avoisinent , &

xxiv AVERTISSEMENT.

sur nous-mêmes. Ce que je dis sur l'Angleterre , sur la Prusse & sur la Hollande n'est que par rapport & comparaison avec la France , relativement aux causes de notre dépopulation & à l'accroissement merveilleux de celle de ces trois Puissances que je propose pour modèles & pour preuves de ce que j'avance. La différence entr'elles & nous est frappante. Mais je soumets avec un profond respect toutes mes réflexions aux lumières supérieures du Conseil , & je ne les mets au jour que pour qu'il en fasse usage, s'il les juge dignes de son attention.

A P P E L

APPEL
DES ÉTRANGERS
DANS
NOS COLONIES.

LA simple proposition de la question annoncée par le titre présente d'elle-même, & sans qu'il soit besoin de la traiter, sa décision pour l'affirmative. Personne n'en peut soutenir la négative, sans pécher contre les règles du sens le plus commun. La nécessité d'appeler dans nos Colonies autant d'habitans étrangers qu'il sera possible pour entretenir & pour augmenter leur population sans dépeupler nos propres

A

2 *APPEL DES ÉTRANGERS*

Etats, est de la plus grande évidence.

Et, en effet, y a-t-il rien de plus intéressant pour un particulier propriétaire d'une habitation dans ces Pays d'outre-mer, que de la meubler du plus grand nombre possible de serviteurs esclaves, ou libres, qui sont autant de cultivateurs, quand il sçait en faire usage ? Il en est de même en ce Continent pour un propriétaire de ferme ou pour un colon. Plus l'un ou l'autre a de bras en sa disposition, plus le domaine est cultivé exactement & productif. Ces deux exemples, vrais & sensibles, sont susceptibles de la plus parfaite application aux Etats monarchiques ou républicains.

Est-il objet plus important pour un Etat aussi puissant que la France, propriétaire de Colonies éloignées de son Continent, que d'y attirer, par toutes sortes de moyens séduisans, des peuples de toutes les Nations, je dirai même de toutes les Religions ? C'est, sans con-

DANS NOS COLONIES. 3

redit, le plus grand secret de la politique pour peupler ses possessions, pour les bien cultiver, pour leur procurer toutes les natures de productions comestibles & usuelles de première nécessité comme celles de pur agrément, qu'on peut attendre de leur sol & de leur climat, lorsque le terrain est bien cultivé. C'est le secret le plus sûr pour y établir avantageusement les Manufactures, les Arts & l'industrie qui y sont nécessaires, pour procurer à ses propres habitans toutes sortes de denrées, qu'ils seroient obligés d'acheter de l'Etranger, si la culture de ses Colonies étoit médiocre; pour s'enrichir en les enrichissant, pour les rendre abondantes, puissantes & formidables aux Nations jalouses qui voudroient en faire l'invasion & la conquête.

Tous ces avantages, & une infinité d'autres qui en résulteront, & dont je ne parle pas, parce qu'ils sont sensibles & conséquens, peuvent s'opérer très-

4 *APPEL DES ÉTRANGERS*

promptement, très-efficacement de cette manière, sans altérer en façon quelconque la population des habitans de ses propres Provinces. En employant avec soin ce moyen économique, notre population deviendra très-considérable, & elle sera propre à tous les services, à tous les secours que les circonstances feront naître & rendront nécessaires. Il est de principe invariable qu'un Etat n'est riche & puissant qu'autant qu'il est peuplé & bien administré.

Lorsque je propose d'établir des Manufactures & des Arts dans nos Colonies, je suis bien éloigné de penser qu'il faille y en établir aucune qui soit ou qui pût devenir par la suite préjudiciable à celles de l'intérieur du Royaume : telles que celles d'étoffes de soies, laines, poil de chèvres, de draps, de toiles, de galons d'or, d'argent & soie, d'orfèvrerie, de bijouterie, d'horlogerie, de chapeaux, d'ustensiles de ménage, & généralement d'aucunes autres

DANS NOS COLONIES. §

dont les établissemens doivent se conserver avec soin & précaution en France , pour y entretenir la main d'œuvre de ses ouvriers , pour y attirer l'argent de ses propres Colonies , pour y assurer ses envois , son commerce , ses bénéfices , pour y soutenir la considération que ses Manufactures ont acquise chez l'Etranger.

Nos Colonies n'ont besoin chez elles d'autres Manufactures & industrie que de celles qui ont rapport à la culture , aux plantations , à l'accroissement des productions territoriales , & aux facilités de l'exploitation , ou tout au plus de celles qui sont propres à dégrossir & à préparer les matières , les denrées de leur cru. Toute autre industrie doit en être bannie , parce qu'elle seroit très-nuisible à tous égards à la Métropole. C'est à celle-ci seule qu'appartient le droit exclusif de faire fabriquer chez elle tout ce qui lui est nécessaire , tout ce qui l'est à ses Provinces & à ses Colo-

6 *APPEL DES ÉTRANGERS*

nies : c'est elle seule qui a le droit d'envoyer dans ses possessions d'outre-mer des marchandises ouvrées par ses propres Artistes : & il est de son intérêt de n'en recevoir d'elles que de brutes. Il est même de la sagesse, de l'activité du Gouvernement de veiller & de tenir la main à ce que cela s'observe exactement. C'est à lui de donner des ordres en conséquence aux Gouverneurs, Commandans & Commissaires du Roi de chaque Colonie, pour qu'ils s'y conforment chacun dans leur district, & qu'ils punissent ceux qui y contreviendroient.

Cette police contribue beaucoup dans ses effets à conserver la supériorité, la suzeraineté que doit avoir la Métropole sur les possessions de sa dépendance, sur-tout sur les plus éloignées. Car il seroit à craindre, si elles pouvoient se passer de ces secours, ou transgresser impunément ses ordres, qu'elles ne secouassent un jour le joug de sa domination, & qu'elles ne se rendissent libres.

& indépendantes. L'amour de la nouveauté , & plus encore celui de la liberté , fait tout entreprendre lorsqu'on est en force , & qu'on se suffit à soi-même pour se procurer ses besoins directement , sur-tout lorsqu'on est éloigné de son Souverain , & qu'on a eu le tems de se fortifier de manière à ne pas craindre la punition qu'un pareil attentat mériterait , aux yeux de Dieu & des hommes. L'administration nerveuse, douce , active & prévoyante de notre Ministère , l'attachement fidèle , respectueux & sincère de nos Colonistes à notre Monarque , dont ils nous ont donné des preuves éclatantes dans toutes les occasions , sont des garants bien capables de dissiper nos inquiétudes à cet égard.

Quelque sensible & naturelle que soit la nécessité d'appeller dans nos Colonies des peuplades étrangères , composées de gens riches comme de pauvres ouvriers qui n'auroient d'autres facultés que leur industrie , ou seulement leurs bras , je

8 *APPEL DES ÉTRANGERS*

craindrois de me tromper si j'étois le seul qui en fusse persuadé. Mais je vois tant de citoyens de différentes professions, Militaires, Politiques, gens de Lettres, Commerçans, Cultivateurs, penser comme moi sur ce point important, & me confirmer dans mon opinion, que je ne crains plus de faillir lorsque je me représente tous les avantages que l'Etat peut retirer de cet appel. Le concours de ces nouveaux Colons, qui sont autant de nouveaux sujets que nous gagnons, leur séjour fixe & permanent dans nos possessions d'au-delà des mers, les établissemens qu'ils y fondent, l'art du Gouvernement pour les occuper fructueusement suivant leurs talens, leurs dispositions, leurs forces, la conservation de nos propres habitans dans les Provinces centrales de notre Royaume, sont une source de fécondité & d'abondance d'où découlent tous les biens desirables.

J'avoue que le gain que nous ferions

de ces nouveaux Colons, de ces nouveaux sujets, feroit aux dépens des Puissances étrangères, dont elles abandonneroient la domination pour vivre sous nos loix. Mais en matière de politique, ce larcin, si tant est qu'on puisse appeler ainsi l'acquisition légale qu'un Souverain fait de pareils sujets, est très-permise. Un Prince est toujours autorisé à faire le bien de ses Peuples & de ses Etats, tant qu'il n'emploie que des voies licites pour y parvenir. Le plus grand bien qu'il puisse faire à ses Etats, lorsqu'ils sont vastes & agricoles, est, sans contredit, d'en favoriser & accroître la population par une voie aussi douce, aussi assurée, aussi juste que celle-ci.

Et comme le Roi ne feroit avec les Peuples qui viendroient dans son Royaume ou dans nos Colonies, aucun pacte, aucun traité particulier, on ne pourroit se plaindre de sa politique : on ne pourroit que l'admirer & y applaudir ; les Puissances qui en souffriroient les

plus, ne pourroient même se refuser d'admirer une si sage opération : & en effet, que reprocher à un Prince qui donne asyle dans ses possessions à des Etrangers transfuges ; qui leur abandonne des terres incultes pour les cultiver à leur profit ; qui facilite les établissemens qu'ils veulent y faire ; qui leur procure des moyens de subsister ; qui leur accorde enfin la même protection, les mêmes douceurs qu'il doit à ses sujets naturels ? Une conduite aussi sage, aussi bienfaisante, est conforme aux loix de l'humanité, & est digne des plus grands éloges. Les fruits que Sa Majesté recueilleroit d'une œuvre aussi charitable, en seroient le prix & ne pourroient être jaloufés.

D'ailleurs, dans l'espèce dont il s'agit, notre Monarque seroit plus en droit qu'aucun autre d'en faire usage, puisqu'il n'agiroit qu'à titre de représailles. Les Puissances étrangères, telles que l'Angleterre, la Hollande, la Suisse, la Prusse,

& tous les Princes de l'Allemagne , lui en ont donné l'exemple en recevant chez elles, en invitant même nos transfuges Protestans à passer sous leur domination. Elles n'ont épargné aucun moyen depuis l'Edit de 1685 , portant révocation de celui de Nantes, pour les engager à quitter la France & à aller demeurer chez elles. Que dis-je , de nos Protestans ? Elles ont attiré , & elles attirent encore tous les jours , dans leurs Etats, jusqu'à nos Catholiques , par des établissemens avantageux qu'elles préparent avec soin aux Artistes comme aux simples cultivateurs , & par toutes les facilités & les commodités relatives à leurs Arts , métiers & professions. Il n'est aucun François qu'elles ne reçoivent avec grand plaisir , Officiers , soldats , gentilshommes , riches & pauvres particuliers ; tout leur est bon , parce qu'elles sçavent tirer de ces transfuges , qu'elles ont l'attention d'attacher par des mariages , s'ils ne sont pas mariés ,

N^o 126 *APPEL DES ÉTRANGERS*

entr'autres secours, une nombreuse population qui les met en état de tout entreprendre avec succès, tandis que tout languit en France par ces émigrations.

Avant la révocation de l'Edit de Nantes, qui a porté, pour ainsi dire, la dernière atteinte à notre prospérité, il subsistoit déjà dans ce Royaume deux anciennes causes de dépopulation & de pauvreté. La première prenoit son origine dans les guerres meurtrières & presque continuelles que nos Pères & nos Ayeux soutenoient depuis plus d'un siècle au-dedans & au-dehors du Royaume; guerres qui n'avoient pas même d'intervalle suffisant pour reprendre de nouvelles forces; guerres qui leur ont coûté des millions d'hommes & des milliards en espèces; guerres enfin qui ont interrompu & tellement fait décroître leur agriculture, & par conséquent leurs productions territoriales, qu'ils se sont souvent trouvés exposés à des disettes, qui auroient dégénérés

en famines , s'ils n'eussent recouru aux Etrangers pour se procurer des subsistances. Devrions-nous nous attendre à de pareils malheurs dans un Pays aussi productif que le nôtre ? Non. A quoi pouvons-nous les attribuer ? Au défaut de cultivateurs. Le peu d'habitans que nous avons dans les campagnes destinés aux gros travaux , périt de misère faute de secours. Les plus vigoureux , les plus beaux hommes se jettent dans la livrée , dans les Arts & les métiers , dans Paris & dans les grandes Villes , ou passent , mariés ou non mariés , dans le Pays étranger. Il n'y a que les plus foibles & les plus vilains communément qui se livrent aux occupations rurales.

Le second principe de notre dépopulation est encore fort important : ce sont les envois de nationaux que nous avons fait , & que nous continuons encore de faire passer dans nos différentes Colonies pour les peupler , pour les cultiver. Je ne parle pas des Officiers & sol-

14 *APPEL DES ÉTRANGERS*

datz que nous y avons envoyés pour les administrer & pour les défendre. Il est nécessaire qu'ils soient nationaux. Ce sont des gens de confiance propres au genre de service qui leur est assigné, & dont le Roi ne peut charger des Etrangers sans compromettre ses intérêts & sans s'exposer à perdre ses possessions. La Mer, la différence des climats en ont fait périr beaucoup; mais c'est un malheur inévitable.

Quant aux François que Sa Majesté envoie dans ces Pays lointains, uniquement pour y fixer leur demeure perpétuelle & pour les peupler, on ne peut disconvenir qu'ils ne fassent une perte réelle pour la population intérieure du Royaume. Elle est même d'autant plus grave, que l'air de la Mer, l'incommodité du roulis en font mourir beaucoup dans la traversée, & que dans ceux qui arrivent dans les lieux de leur destination, la différence de climat & de vie en moissonne le plus grand nombre; de

forte qu'on peut arbitrer la perte aux quatre cinquièmes à peu-près des François qu'on embarque , & qui meurent avant d'avoir formé d'établissmens , & laissé d'enfans dans les Colonies. Et comme le Gouvernement ne veut pas s'exposer à perdre des possessions qui lui ont coûté tant d'hommes & d'argent pour les former & les conserver , il y renvoye de nouveaux sujets pour remplacer ceux qui sont morts ; & ceux-ci sont exposés aux mêmes accidens. Si on n'eût pris jusqu'à présent que des habitans des côtes de la Mer , ils auroient été moins exposés aux maladies que ceux que l'on a pris , & que l'on prend dans le centre du Royaume ; les premiers sont habitués à l'air & aux caprices de cet élément terrible.

La troisième source du décroissement de notre population , plus ancienne que la seconde , & , en quelque sorte , plus destructive que ces guerres longues & opiniâtres , & que ces émigrations ma-

ritimes , ne peut être attribuée qu'à l'affiette vicieuse , multipliée & compliquée , ainsi qu'aux perceptions abusives des impôts en France depuis 1610 , époque fatale de la retraite du grand Sully.

Quant à la forme actuelle de l'administration des Finances pour la partie des impositions & des perceptions , le Ministère des Finances en connoît tous les inconvéniens , & il cherche à les réformer pour en diminuer le fardeau. Nous autres citoyens spéculateurs , quoique moins éclairés que nos Ministres , nous lui connoissons , entr'autres défauts , celui de ruiner les campagnes , les Manufactures & le Commerce par les entraves singulières qu'elle leur donne ; nous lui connoissons encore celui de rassembler sur un fort petit nombre de particuliers toutes les fortunes qui étoient autrefois divisées & subdivisées à l'infini. Ces favoris de la fortune résident dans des Villes , & principalement dans

la Capitale ; ils y attirent tout à eux , sans rien faire refluer de l'argent dont ils régorgent ; ils accablent les Provinces , & les font désertir chaque jour par de malheureux habitans qui vont chercher chez nos voisins , souvent chez nos ennemis , un pain qu'ils ne trouvent pas dans leur propre Pays en travaillant.

Lorsque les fortunes étoient divisées , la Noblesse , la Bourgeoisie étoient dans l'aïfance , vivoient dans leurs Villages , dans leurs Hameaux , & améloroient leurs biens-fonds : le cultivateur , plus pécunieux , occupoit beaucoup d'ouvriers , qu'il payoit bien , & tiroit très-grand parti des terres qu'il exploitait ; les campagnes étoient riantes & fécondes : & le commerce étoit brillant & productif.

Ces nouveaux Crésus , ces millionnaires , jadis prudens , modestes & cachés sur leurs gains immenses , parce qu'ils craignoient d'être recherchés &

18 *APPEL DES ÉTRANGERS*

obligés à en restituer une bonne partie, sacrifient tout depuis quarante à cinquante ans à leur luxe, à leurs plaisirs, quelques-uns même à la dissolution la plus scandaleuse. Leurs habitations à la Ville sont des Palais magnifiques, bâtis sur les ruines des familles champêtres; leurs maisons de campagne sont des Châteaux superbes, entourés d'avenues, de jets d'eau & d'autres ornemens de pur agrément. Depuis vingt à vingt-cinq ans ils ont pris du goût pour des labyrinthes & des pièces de gazon: des champs qui produisoient d'abondantes récoltes en bleds, en grains de toutes espèces, en vins, en cidre, en fourrages, en pâturages, en tabac, en chanvre, & en autres denrées de première & de seconde nécessité, ne forment plus que d'inutiles gazons, des bosquets, des labyrinthes plantés en arbustes odoriférans & mille autres agrémens de faste & de frivolité qui ruinent les campagnes & leurs habitans, parce

qu'ils ne sont susceptibles d'aucun produit. Les grands frais qu'ils exigent pour les dessiner, les planter, les entretenir, & leur inutilité font tout leur mérite. Il n'est pas jusqu'à des comptables qui n'ayent l'audace de prendre pour maîtresses les filles les plus célèbres, de monter chez eux des théâtres, & d'avoir des Comédiens à leurs gages!

Le quatrième principe de notre dépopulation est le luxe immodéré auquel se sont livrés tous les ordres de la société civile, à l'exemple, à l'envi les uns des autres; luxe d'autant plus dangereux, qu'il a corrompu nos mœurs en nous engageant à préférer la possession de l'or à l'honneur & à la gloire, qui faisoient l'appanage estimable de nos Pères.

Il faut bien distinguer du luxe de munificence & de splendeur qui convient à tant de titre à la majesté du Trône & aux grands Seigneurs qui ont l'honneur d'en approcher, d'avec le luxe fri-

20 *APPEL DES ÉTRANGERS*

vole & corrupteur. Le premier est nécessaire pour un grand Etat comme le nôtre ; celui-ci , au contraire , entraîne après lui les plus dangereuses conséquences & les plus grands désordres.

Il empêche les mariages, il porte ceux qui s'y sont engagés à ne désirer qu'un unique héritier, quelquefois même à se priver de cette douce consolation, qui semble nous faire revivre après notre trépas. Cette intervention de l'ordre de la Nature & du Créateur ne vient que de ce que les pères & mères sont assez mauvais citoyens , assez inhumains pour craindre qu'une nombreuse famille ne les appauvrisse, ou ne les force à baisser le ton de dépense que le faste leur a fait monter , en habitation , en ameublemens , en chevaux , en équipages , en habits , en bijoux , en bonne chère , en amusemens souvent scandaleux , mais toujours illicites , lorsqu'ils sont aux dépens de l'Etat. Le dirai-je ? Ce malheureux luxe , séducteur par sa fri-

volité, fait de presque tous les sujets mariés de l'un & de l'autre sèxe, autant de profanateurs de ce saint & auguste sacrement, autant de sacrilèges. La grande Police peut sur ce fait consulter les Confesseurs de Paris & de ses environs, même ceux des Provinces les plus éloignées, où cette infâme économie a gagné de proche en proche comme une maladie épidémique : tous répondront qu'elle est adoptée aujourd'hui par les petits comme par les Grands, par les riches & les pauvres.

Le Gouvernement ne peut trop & trop tôt s'attacher à réprimer tous ces désordres. Le salut de l'Etat dépend de sa vigilance dans tous les points de son administration qui ont besoin de réforme. Son premier soin, de tous le plus essentiel, est de s'occuper de la population & de l'agriculture en grand, dont les liaisons sont on ne peut plus intimes & plus inséparables. Ce sont les deux grands, les deux principaux res-

22 *APPEL DES ÉTRANGERS*

forts d'un Etat, grand ou petit. Si l'un des deux manque, il faut de toute nécessité que l'autre périclite.

S'il veut efficacement, comme nous n'en pouvons douter, donner à l'un & à l'autre ce degré de perfection dont ils sont vraiment susceptibles dans le Pays admirable que nous habitons; il doit établir une sage, intelligente, exacte & rigoureuse discipline pour contenir dans les bornes de la sagesse & du bon ordre toutes les professions, afin que chacune d'elles se livre aux devoirs de son état, sans pouvoir s'en écarter impunément. Cette police sévère & combinée est de la plus grande conséquence pour nous. Si les préposés chargés d'y tenir la main la négligent, les Réglemens les plus salutaires qu'on pourra rendre à cet égard tomberont dans le mépris & l'inexécution; les désordres reprendront leur premier empire, & l'édifice politique s'écroulera faute de sujets. Tel est le sort affligeant qui nous menace.

Je ne me rappelle pas le nom d'un Historien que j'ai lu , qui prétend que sous les règnes de S. Louis , de Philippe le Hardi , de Philippe le Bel , de Louis le Hutin , de Philippe le Long , de Charles le Bel , de Philippe de Valois , & de Jean , la France contenoit près de quarante millions. Il est vrai qu'il comprenoit dans son dénombrement , ou plutôt dans son estimation , tous les grands Fiefs possédés par les grands Vassaux de la Couronne , & toutes les Provinces conquises sur nous par les Anglois. Mais cependant la France avoit beaucoup perdu de monde par les guerres de Terre Sainte & par celles qu'elle avoit été obligée de soutenir dans son propre Pays. Comme je n'ai trouvé dans son Ouvrage aucune preuve de cette population prodigieuse , je n'en fais ici mention que par forme d'observation , à laquelle les Lecteurs donneront tel crédit que bon leur semblera.

Je conviens que dans ces tems reculés le Royaume étoit infiniment plus peuplé, & l'habitant plus aisé dans ses affaires qu'il ne s'est trouvé lorsque Louis XIII est monté sur le Trône, quoiqu'il fût, & plus riche, & plus puissant lorsqu'il en a pris possession, qu'il ne l'a laissé en mourant.

Un Auteur respectable, un Historien véridique, chose assez rare, quoique essentielle à l'Histoire pour l'instruction des descendans, Samuel Puffendorf, qui mérite toute notre confiance, puisqu'il n'a jamais hazardé un fait, soit faux, soit douteux, dans ses Histoires ni dans les questions importantes qu'il a traitées, nous dit, dans son introduction à l'Histoire générale, Chapitre V, *de la France*, qu'il y avoit sous Charles IX vingt millions d'hommes en France. Nous devons croire ce digne émule de Grotius, qui a couru la même carrière que lui avec autant de célébrité.

Il ne faut pas cependant comparer
cette

cette évaluation avec le dénombrement fait des habitans du Royaume sous le règne de Louis XIV par l'illustre Maréchal de Vauban, pour se convaincre de la vérité du fait. Le nombre de l'un & de l'autre s'est trouvé conforme : cela est vrai. Mais d'après les progressions ordinaires de la Nature en matière de générations, on auroit été fondé à espérer que Puffendorf, ayant trouvé vingt millions d'hommes en France sous Charles IX, M. de Vauban en auroit trouvé beaucoup davantage ; puisqu'il y avoit un laps de cent quarante-six ans depuis l'avènement de Charles IX au Trône jusqu'à la mort de ce Maréchal de France. Cette uniformité de nombre est une preuve incontestable que la population étoit déjà en souffrance dans ce Royaume.

On est bien plus convaincu de son dépérissement lorsqu'on fait attention que, sous Charles IX, & avant son règne, la France étoit sans cesse teinte

du sang de ses habitans par ses guerres intestines & du dehors qui déchiroient son sein & l'affoiblissoient; que pour lors elle n'avoit , ni l'Alsace , ni la Franche - Comté , ni la Flandre Francoise , ni la Lorraine. Elle avoit réuni ces trois premières Provinces lors du dénombrement de M. de Vauban.

Avec quel étonnement ne voyons-nous pas la décroissance de sa population de plus d'un sixième depuis si peu de tems , malgré la réunion que nous avons faite sous le regne glorieux de Louis XV de la Lorraine à la Couronne? Car il n'y a pas plus de soixante ans de distance. Avec autant d'avantages naturels que nous présentent notre sol , notre climat , les propriétés , la situation , les ressources particulières du Pays que nous habitons , devrions-nous être sujets à une pareille défection dans la partie la plus essentielle du Gouvernement? Il est donc de la plus grande conséquence d'em-

ployer tous les moyens les plus efficaces & les plus prompts pour réparer incessamment les pertes que nous avons faites dans notre population.

Je viens de démontrer qu'il y avoit quatre causes de notre dépopulation , & par conséquent de notre pauvreté ; sçavoir l'émigration de nos sujets , tant Catholiques que Protestans , chez l'Etranger , pour y chercher leur subsistance ; les effains de Regnicoles que nous faisons passer dans nos Colonies pour en entretenir la population ; les formes mal combinées d'impositions & de perceptions que nos Ministres cherchent à corriger , parce qu'ils en connoissent effectivement le défectueux & le poids accablant ; le luxe frivole & immodéré qui a énervé presque tous les François.

On peut ajoûter à ces défauts quelques autres : sçavoir , le goût de la Nation pour la mollesse , que nos jeunes Militaires portent jusques dans les

28 *APPEL DES ÉTRANGERS*

champs de Mars ; celui de la dissolution & de la débauche qui suivent immédiatement le luxe excessif ; l'engourdissement , la catalepsie où sont tous les sujets , leur négligence à remplir les devoirs de leurs différentes professions , le dégoût de plusieurs pour leur métier : vices politiques enfantés par la misère qu'a produit la mauvaise assiette & perception des impôts ; & enfin le défaut de protection particulière de l'agriculture de la part du Gouvernement , & principalement du Ministre des Finances , qui a la grande direction de cette mère nourrice.

Tous ces vices que j'ai combattus dans les deux Traités que j'ai mis au jour , & que j'attaquerai sans relâche jusqu'à ce que le Gouvernement y remédie , sont autant d'ennemis de l'Etat. Ce sont , chacun à leur égard , autant de destructeurs de la population. Ils la ravagent & l'étouffent de cent manières diverses. Ils sont d'autant plus

à craindre , ils sont d'autant plus dangereux , qu'ils se présentent , pour la plupart , à la jeunesse sous des couleurs séduisantes.

Comme la tâche que je me suis prescrite , de prouver la nécessité d'appeler des Etrangers de toutes les Nations , de toutes les Religions , sans distinction , dans nos Colonies pour les peupler & les cultiver , a pour objet unique d'économiser notre population dans l'intérieur du Royaume , & de la faire multiplier ; je n'ai pu me dispenser de discourir sur les différens & principaux principes qui ont occasionné son décroissement & sa dégradation. Car on ne peut disconvenir que , non-seulement les hommes sont en France en bien plus petit nombre qu'ils n'étoient ; mais encore que l'espèce en est fort dégénérée : ils étoient autrefois grands , bien constitués , robustes & vigoureux ; ils sont actuellement , pour la plus grande partie , foibles de conf-

30 *APPEL DES ÉTRANGERS*

titution, délicats, fluets, & de la plus mauvaise santé du monde; ils sont incapables de travaux & de fatigues suivis : ce sont des pigmées qui étoufferoient sous l'armure de leurs Ancêtres. Tous ces changemens ne peuvent être attribués qu'à l'une des deux causes; ou à la débauche des riches, ou à l'extrême misère des cultivateurs & des Artisans. Un homme mal nourri & chagrin ne fait que des avortons : celui qui n'a pas de pain ne fait rien du tout. Un riche héritier, dont le tempérament est usé à la fleur de son printemps, meurt communément sans postérité de son estoc.

Si je suis entré dans tant de détails, c'est pour informer nos Ministres de tous les obstacles qu'a rencontré depuis long-tems la population; afin qu'ils puissent être en état, chacun à leur égard, d'appliquer à tous, sans aucune réserve, les remèdes convenables.

L'appel des Etrangers dans nos pos-

fessions insulaires , ainsi que dans celles des Continens au-delà des Mers , est absolument nécessaire pour conserver nos forces centrifuges & nos richesses de propriété. Mais si ce moyen , tout salutaire qu'il soit , est seul employé , & que les autres inconvéniens qui nuisent à la population , à l'agriculture , aux reproductions , aux Arts & au Commerce , subsistent , l'adoucissement que la Nation ressentiroit des Colonistes Etrangers qui économiseroient beaucoup nos Colonistes nationaux , ne serviroit qu'à éloigner d'autant le terme fatal de notre perte. Voilà la raison pour laquelle je me suis étendu sur les parties les plus nuisibles à notre prospérité.

Ce nom flatteur , la prospérité : ce mot qui annonce richesses de toutes espèces , abondance universelle , exige que je fasse encore une dernière réflexion pour annoncer à mes concitoyens la véritable source où on doit la cher-

32 *APPEL DES ÉTRANGERS*

cher, où on doit la puiser, & pour engager nos supérieurs à ne pas la perdre de vue, & à faire tous leurs efforts pour y atteindre par de bonnes opérations, telles qu'ils sont en état d'en faire.

Dans un bon terrain manquez-vous d'habitans ? Nous sommes en France dans l'un & l'autre cas. Donnez tous vos soins à l'agriculture qui multiplie les hommes, parce qu'elle les nourrit, comme les hommes en plus grand nombre multiplient, quand le Gouvernement prend la peine de les occuper, les différentes cultures, plantations & productions. Quelque branche de commerce extérieur sans agriculture, ne répand que peu d'utilité pour un grand Royaume en général ; elle peut enrichir quelques particuliers, même quelques Villes ; mais la Nation entière n'y gagne rien, & le Peuple, la partie la plus importante, parce qu'elle est la plus nombreuse, & que c'est elle qui fournit des cultivateurs, des ou-

riers de toutes espèces , des soldats , des matelots , n'en est pas mieux.

D'après ce que je viens d'observer , il est incontestable que la prospérité de tous les Etats , sur-tout d'un Royaume aussi vaste , aussi fécond , aussi propre à toutes sortes de productions que la France , ne dépend que de la population & de l'agriculture. L'une & l'autre se prêtent une main secourable pour se soutenir mutuellement. C'est donc à ces deux points principaux , sans lesquels un Etat est perdu , que doivent tendre toutes les vues , toutes les opérations d'un Gouvernement bienfaisant , comme celui sous les loix duquel nous avons le bonheur de vivre.

Tout concourt à appeller les Etrangers dans nos Colonies comme dans l'intérieur de notre Royaume , par des établissemens & des douceurs qu'on peut attendre d'un bon Gouvernement : l'intérêt du Roi & celui de l'Etat ne peuvent que gagner très-gros

34 *APPEL DES ÉTRANGERS*

à acquérir de nouveaux Colons : la politique, de son côté, nous y invite, parce que nous augmentons par-là nos forces, nos richesses, nos ressources, notre considération, notre commerce, & nous diminuons d'autant les facultés des différentes Puissances qu'ils abandonnent pour toujours, si nous les rendons heureux.

Ce seroit mal entendre ses propres intérêts, si on vouloit ne recevoir que des Colons riches ou Artisans. On n'en recevroit point du tout de la première classe, parce qu'un homme riche reste chez lui, & n'a point du tout envie d'abandonner le siège de sa fortune pour aller courir les hazards de la perdre dans un Pays éloigné : on en recevroit fort peu de la seconde classe, à moins qu'on ne leur fît un gros traitement.

Les gens de métier sont très estimables par-tout, sur-tout dans les grands & riches Etats ; mais ils doivent ne

marcher & n'entrer en considération qu'après les Agriculteurs. Dans les Colonies on a rarement besoin d'Artistes. Il faut seulement y avoir des Architectes, des Maçons, des Tailleurs de pierres, des Charpentiers, des Couvreurs, des Serruriers, des Menuisiers, des Vitriers, des Plombiers, des Scieurs de long, des Bucherons, des Charrons, des Taillandiers, des Tailleurs, des Perruquiers & autres Artisans de premier & de second besoin. Quant aux autres Artistes & Artisans qui ne sont propres qu'aux étoffes, outils, bijoux & marchandises qu'on fabrique en France, & qu'on envoie tout préparés, tout finis dans les Colonies, ils y sont superflus, inutiles, même dangereux. La bonne politique ne permet pas qu'on les y occupe aux ouvrages de leur métier, parce qu'ils ne manqueroient pas d'y établir des Fabriques qui ne tarderoient pas à faire tomber celles de France & à interrompre notre commerce extérieur.

36 *APPEL DES ÉTRANGERS*

Il n'en est pas de même des cultivateurs & des ouvriers destinés aux gros travaux, soit publics, ou particuliers, soit pour le compte du Roi ou pour celui des Colonies, ou enfin pour celui des habitans propriétaires ou marchands ; on ne peut en avoir trop dans les Colonies ; comme dans ces Pays il y a toujours de quoi les y occuper utilement ; plus on en aura , tels pauvres qu'ils y arrivent , pourvu qu'ils soient en état de travailler , plus les Colonies qui les posséderont seront cultivées & en grande valeur , plus elles seront riches & florissantes ainsi que les habitans, parce que la main-d'œuvre fera à bien meilleur compte.

Il s'agit de donner à chacun de ces nouveaux Colons des portions de terrains à défricher , dont l'étendue sera réglée sur la nombreuse famille qu'ils y ameneront avec eux ; & s'ils ne sont pas mariés , il faut leur procurer des mariages avec de nouvelles terres ; il

S'agit ensuite de préparer aux uns & aux autres des baraques propres à leur servir de retraites , & pour commencer leurs établissemens ; de leur donner des outils & des instrumens analogues à leurs travaux , tant pour le défrichement que pour la culture ; de leur donner des meubles & ustenciles de ménage absolument nécessaires, & qu'ils ne peuvent faire & fabriquer de leurs propres mains ; de leur fournir à chacun une vache tant pour profiter de son lait, de ses veaux & de ses fumiers pour lui servir d'engrais , s'il veut en mettre dans ses terres , pour les faire fructifier davantage , que pour en multiplier la génération dans le pays ; comme aussi de leur fournir les plans & les denrées nécessaires pour ensemercer & planter les terres qu'ils auront cultivées ; de les nourrir & entretenir d'habits & vêtemens pendant la première année de leur arrivée , jusqu'à la première récolte qu'ils feront ; de les soutenir, défendre & pro-

38 *APPEL DES ÉTRANGERS*

téger dans leurs travaux , établissemens & entreprises , de maniere qu'ils ne puissent y être troublés en façon quelconque par les anciens Colons , ni vexés par le Gouvernement de la Colonie ; à l'effet de quoi ils seroient autorisés à envoyer leurs plaintes au Secrétaire d'Etat du Département de la Marine & au Ministre des Finances , suivant les cas , & même dans tous les cas , afin qu'elles parvinssent plus sûrement à la connoissance du Conseil , qui jusqu'en 1762 , n'a pas été informé de la centième partie de celles que nos Colonistes y ont envoyées.

Ceux d'entre ces nouveaux Colonistes qui , aussi-tôt leur arrivée , trouveront à s'occuper aux ouvrages publics ou pour le compte des habitans , seront payés de leurs travaux fort exactement de semaine en semaine , au plus tard , soit par le Roi , soit par les particuliers qui les occuperont , & ce , selon les prix ordinaires des lieux pour la

premiere année , sauf à les diminuer par la suite , s'ils procurent l'abondance dans le Pays ; auquel cas d'occupation suivie & continue pour le compte d'autrui , ils ne feront ni nourris ni entretenus aux dépens du Roi ; parce qu'ils gagneront de quoi fournir par eux-mêmes à ces dépenses. Mais il ne leur en fera pas moins donné gratis, & en pleine propriété incommutable , la même portion de terrein, une même baraque qu'aux autres, dont ils auront la liberté de faire & disposer comme de choses à eux appartenantes ; comme aussi des outils propres au défrichement & à la culture. Quant aux semences, il sera moins nécessaire de leur en donner , parce qu'ils pourront sur le produit de leurs travaux , en acheter à leurs dépens.

Il sera recommandé aux Gouverneurs, Commandans , Intendans , & autres Commissaires du Roi ou Préposés dans chacune de nos possessions d'outre-mer, de veiller à préparer à tous les nouveaux

40 *APPEL DES ÉTRANGERS*

Colons des habitations pour qu'ils les trouvent prêtes à les recevoir aussi-tôt qu'ils arriveront, comme aussi à leur procurer de l'occupation aussi-tôt leur arrivée , afin que non-seulement ils ne soient point, autant que faire se pourra, à la charge du Roi , mais que la Colonie en tire tous les secours qu'ils seroient en état de lui donner. Cette précaution opérera encore un autre bon effet ; ce sera de les empêcher de libertiner & de voler ; ce qui ne manqueroit pas d'arriver si on les laissoit dans l'oisiveté. Par-là on assurera la tranquillité publique , que les Officiers supérieurs ne doivent jamais perdre de vue.

Quant à ceux des nouveaux Colons qui seront à la charge de Sa Majesté, la dépense n'en sera pas aussi considérable qu'on peut l'imaginer du premier coup d'œil ; & quand elle seroit encore plus forte de beaucoup que je ne la suppose , elle seroit toujours médio-

cre en comparaison des avantages immenses que Sa Majesté & l'Etat retireront des travaux divers & multipliés de ces Colonistes.

Les Anglois infiniment moins riches, assurément moins puissans que nous, n'ont point hésité à faire ces dépenses pour attirer en Angleterre, & principalement dans leurs possessions d'Afrique & d'Amérique, des hommes de toutes les Nations, de tous les Pays de la terre & de toutes les Religions. Ils y ont reçu, ils y ont appelé des François, des Allemands, des Polonois, des Hongrois, des Turcs, des Persans, des Juifs, des Suédois, des Danois, des Moscovites, des Africains, des Asiatiques. Ils ont regardé du même œil les Catholiques & les différentes Sectes Calvinistes & Luthériennes, les Romains & les Grecs, les Juifs & les Mahométans, les Partisans de Confucius & les Idolâtres; ils ont laissé à chacun de ces Nationaux

42 *APPEL DES ÉTRANGERS*

toute liberté de conscience , comme aux Déistes & aux Athées , de croire ce que bon leur semble , pourvû qu'ils ne troublassent point la Religion dominante , la Religion Métropolitaine à laquelle ils ont assujetti toutes les autres , moins par enthousiasme ou par principes de Religion , que par politique. Ils tirent des uns comme des autres les mêmes services , les mêmes bénéfices , cela leur suffit. Ils ne se sont pas bornés à inviter les Etrangers à venir chez eux pour y vivre avec eux , comme en famille , & à y fixer leur demeure perpétuelle ; ils en ont acheté autant qu'ils ont pû en trouver à prix d'argent ; ils ont envoyé des Préposés sans caractères qu'ils pouvoient désavouer : la précaution étoit digne de leur sagesse. Ils ont envoyé de ces Emissaires en France & dans les différens Etats circonvoisins , même dans le centre de l'Allemagne , pour y faire , à force d'argent , avec toute la précaution possible ,

des levées d'hommes qu'ils y enrôloient dans le secret , & dont ils se servoient avec la même précaution pour déboucher leurs parens , leurs amis & leurs compatriotes.

Il est de ma connoissance qu'ils en ont acheté considérablement dans le Pays Liégeois chez plusieurs Princes Allemands , & sur-tout dans les Pays patrimoniaux de l'Impératrice-Reine ; que tous ces Enrôlés s'expatrioient par détail , par différens chemins , souvent de nuit , & que les marches qu'ils faisoient pendant le jour , se faisoient à travers les forêts & les montagnes. C'étoit ainsi qu'ils se rendoient au point de réunion qui leur étoit indiqué , qui étoit ou l'Electorat d'Hanovre , ou le Port de Mer le plus prochain , où ils trouvoient des Vaisseaux Marchands , ou des Chaloupes , ou d'autres Bâtimens prêts à faire voile , qui avoient ordre de les recevoir , & de lever l'ancre aussitôt leur arrivée. Les rendez-vous qu'on

44 *APPEL DES ÉTRANGERS*

leur indiquoit , dépendoient des distances des lieux d'où partoient ces transfuges , & des circonstances. Combien n'en débauchent-ils pas encore parmi nos Concitoyens , comme ailleurs ! Ils ont trouvé trop d'avantage dans ce système pour l'abandonner.

Toutes les dépenses que font à ce sujet les Anglois , sont cependant bien plus considérables que celles que la France seroit obligée de faire , pour suivre le même plan politique. Rien ne les a empêchés de les faire. Avant de s'y déterminer , ils avoient médité & spéculé ; ils avoient balancé les dépenses & les soins avec les bénéfices & les avantages ; ils avoient trouvé tant de profits divers , tant de ressources dans leur entreprise , que les frais & les difficultés qu'elle entraîneroit , ne les ont point du tout arrêtés. Nous sçavons que lorsqu'ils ont une fois pris un parti , ils le suivent constamment , quelques obstacles qu'ils rencontrent dans son exécu-

tion , sur-tout lorsqu'il s'agit d'augmenter leur commerce & leur puissance.

C'est à cette opération économique & politique , qui leur a procuré tant de bras , qu'ils sont redevables de la grande Agriculture & des récoltes abondantes dont ils jouissent , tant en Angleterre , en Ecosse & en Irlande , que dans toutes les possessions dépendantes de leur domination , malgré l'ingratitude naturelle des terrains Anglois & Ecoissois. C'est cette multiplicité de denrées & de productions de toutes espèces qu'ils ont fait venir dans leurs terres à force d'art , d'industrie & de travail, par les secours de leurs peuplades étrangères , qui a monté & alimenté cette immensité de Manufactures & de Fabriques diverses , & leur Commerce extérieur au point éclatant & prodigieux auquel ils sont parvenus.

L'abondance universelle qui a regné chez eux , & qui a cependant diminué

depuis qu'à notre imitation ils ont établi des impôts sur les objets de consommation , a produit dans tous les Pays de leur dépendance , & principalement en Angleterre , la population la plus belle , la plus nombreuse qu'il y ait dans l'Univers , proportion gardée avec l'étendue du terrain de leur domination métropolitaine , si on en excepte la Hollande qui est encore plus peuplée que l'Angleterre. Cette abondance merveilleuse d'hommes & de denrées a multiplié leurs forces maritimes , leur Commerce , leurs richesses , leurs puissances , leurs ressources ; elle a par conséquent augmenté leur considération ; enfin elle leur a donné les moyens de tout entreprendre avec succès , d'étendre leurs possessions , & de se faire respecter par toutes les Puissances.

Frédéric III. Roi de Prusse , lors de la révocation de l'Edit de Nantes , fit secrètement négocier en France par des

Agens adroits auprès des Protestans François pour les engager à passer dans ses Etats. Il leur promit des établissemens qu'il leur fit effectivement préparer avant leur arrivée ; il leur promit toutes les commodités & toute sa protection. Il est peu d'exemples des grands préparatifs & des grosses dépenses qu'il fit pour les recevoir dans ses Etats. Il leur fit bâtir des Villages , des Bourgs entiers , auxquels il donna les noms de ceux qu'ils avoient habités en France ; il leur fit distribuer des vivres , des habits , du linge , des meubles , des outils , des instrumens ; il fit monter des métiers , des fabriques ; il leur accorda des Privilèges, des facilités pour se les attacher irrévocablement , & pour engager leurs Confrères réformés qui étoient restés en France, à les suivre en Prusse.

Cette conduite lui a réussi. Avec tant de soins, tant de dépenses qui sembloient être au-dessus de ses facultés , & qui ne l'ont point été parce qu'il a mis beau-

coup d'ordre dans ses distributions , il a attiré dans son Pays un nombre prodigieux de François qui ont appris à ses Sujets l'art de la grande culture, comme celui des Manufactures & du Commerce qui y étoient ignorés ; ils ont peuplé , cultivé , rendu commerçant , enrichi , & célébré un Pays dont on ne parloit presque pas avant qu'ils l'habitent.

Frédéric Guillaume , ainsi que le Roi regnant son fils , ont suivi l'exemple de Frédéric III. leur prédécesseur ; ils ont accueilli , ils ont bien traité tous les François qui se sont réfugiés chez eux ; ils ont employé les mêmes voies ; ils en ont même pris de nouvelles pour augmenter en France la désertion de nos habitans , & pour les déterminer à préférer leurs Pays pour asyle. Tous lui ont été agréables ; Officiers , Soldats , Artistes , Artisans , Gens de Lettres , Cultivateurs , Pauvres - Gens , Catholiques , Protestans ; pourvû qu'ils fussent dans les dispositions de travailler

ler

cer analoguement à leurs Professions ou à leurs talens. Ceux qui se sont distingués ont été récompensés.

Les établissemens , les outils , les vivres pour les uns ; les Pensions , les traitemens , les places , les faveurs pour les autres , rien n'a été épargné ; tout a été au contraire prodigué pour donner de l'émulation aux uns & aux autres transfuges. Ce sont des filets dans lesquels ces deux Princes habiles ont pris une infinité de François de l'une & de l'autre communion , comme ceux qui n'étoient d'aucune. Quant à ces derniers , nous ne devons pas les regretter ; car tout homme sans Religion est communément mauvais Citoyen , mauvais Sujet , & capable de toute perfidie.

La Religion n'étant entrée pour rien dans ces acquisitions politiques , Frédéric Guillaume & le Roi regnant se sont peu embarrassés que leurs nouveaux Sujets fussent conformistes ou non conformistes à la Religion Prussienne ; ils

leur ont donné sur cette matière qui doit cependant intéresser des Princes Religieux , toute la liberté que la politique pouvoit leur permettre.

Les peines, les soins, les dépenses énormes de ces trois Rois à cet égard , n'ont point été perdus ; leur système suivi sans interruption a fait de leur Etat , une pépinière d'hommes qui ont procuré au Roi regnant les moyens de satisfaire son humeur martiale, de tout entreprendre aux dépens du repos du Corps Germanique , & de donner beaucoup d'inquiétude aux Moscovites & aux Turcs qui le redoutent autant dans son oisiveté que dans ses expéditions militaires, quoique leurs possessions soient cent fois plus étendues que les siennes. La grande étendue des terres dépeuplées de l'une & de l'autre Puissance , l'indiscipline , la pesanteur de leurs armées nombreuses qui épuisent encore leur Empire , sont leur véritable foiblesse. Les troupes bien disciplinées, bien aguer-

riés de ce Monarque, quoique inférieures en nombre à celles-là ; la population étonnante & merveilleuse de son petit pays , font sa force , & le rendront toujours redoutable à leurs yeux , tant qu'il pourra y rassembler autant d'hommes. Cette belle population lui fournit des Cultivateurs , des Sçavans, des Artistes, des Artisans , des Manufacturiers, des Négocians, des Ouvriers en tous genres , qu'il fait occuper en pleine paix aux travaux œconomiques , & dont il fait des Soldats qu'il ameute au premier coup de tambour, & qu'il a le talent de discipliner par lui-même en fort peu de tems , au moyen d'une tactique vive & précise qu'il a inventée. Plusieurs Puissances ont voulu l'adopter & y exercer leurs troupes ; mais comme il avoit gardé secrets ses principaux ressorts , elles n'ont pu acquérir ce degré de perfection qu'il s'est réservé.

Les Hollandois n'en ont pas moins fait que les Anglois & les Prussiens pour

52 *APPEL DES ÉTRANGERS*

augmenter leur population à nos dépens. Ils nous ont débauché autant de François qu'il leur a été possible ; ils ont été bien flattés d'acquérir beaucoup de nos manufacturiers & de nos artistes ; ils les ont même souvent payés fort cher pour perfectionner leurs fabriques. Quelqu'empressés qu'ils fussent à se procurer de nouveaux hôtes aussi précieux pour leur commerce, ils ont appelé & reçu chez eux tout autant d'hommes pauvres, mais propres aux différens genres de travaux, qu'il s'en est présenté. Ils se sont attachés à leur préparer de l'occupation relativement à leurs propriétés : ils leur ont fourni tout ce qui leur étoit nécessaire en logement, en subsistance, en vêtement, en outils, en argent. Cette République parcimonieuse, intelligente & sage n'avoit pas besoin des Anglois & des Prussiens pour lui servir d'exemple : son propre intérêt auquel on sçait qu'elle sacrifie toujours les frivolités & les folles dépenses.

ses, pour en faire de bons & utiles usages, lui dictoit la route qu'elle devoit suivre pour accroître sa population, son commerce & ses richesses : elle l'a suivie.

Je ne sçais pas trop pourquoi on est convenu chez toutes les Nations de regarder unanimement l'argent comme le nerf de la guerre , comme celui de toutes les entreprises , comme celui de tous les Etats. Il y en a même qui regardent ceux qui le possèdent comme les principales colonnes des Empires. Quelle erreur ! Pour moi je ne pense pas de même. Je ne connois d'autre nerf qui donne de la vigueur aux Etats, qui les fasse réussir dans toutes leurs entreprises , qui les rende formidables , que la possession d'un grand nombre d'habitans & une bonne Police. Avec beaucoup d'hommes , quand on sçait bien les occuper , on a des Soldats , des Matelots , des Cultivateurs , des Ouvriers , des Places de guerre , des Vaisseaux , des Vivres , des Denrées

34 *APPEL DES ÉTRANGERS*

de toutes espèces , des Manufactures , de l'or & de l'argent , & une grande considération. Un Monarque qui par la vertu d'un Talisman , auroit pu rassembler dans ses Etats tout l'or , tout l'argent de l'Univers , ne tarderoit pas à être le plus pauvre de tous les Souverains , s'il n'avoit pas pour se défendre & pour en conserver la possession , un nombre suffisant d'hommes & proportionné à ceux qui fondroient sur lui pour lui enlever ses trésors. Il n'en feroit pas de même d'un Prince qui , dans la même hypothèse , feroit maître de tous les hommes. Il auroit bientôt toutes les richesses de la terre. L'expérience nous apprend qu'un trésor sans défense a toujours été la proie du ravisseur.

Quelques mauvais politiques , surtout ceux qui mettent leur entière confiance dans ces métaux , dont la valeur n'est que de convention , & par conséquent fort incertaine , fort inconstante , craignent la trop nombreuse population

dans le Pays qu'ils habitent, & même ils la croient fort onéreuse à l'Etat même. Quelle puérilité, quelle ignorance ! Est-il possible qu'un Etat bien administré ait trop d'hommes dans son sein, lorsque le Gouvernement fait les employer tous utilement ? Je ne pense pas que ce soit ici la cause de notre population que je défende ; car elle est malheureusement trop éloignée du point excessif qui donne tant d'inquiétudes pour l'avenir à ces faux spéculateurs.

Les Hollandois ont donné à ces Empiriques de la politique une leçon bien capable de les détromper de leur erreur grossière. Les sacrifices considérables & continus qu'a fait cette petite République pour gagner des hommes, même des pauvres qu'elle se chargeoit, comme je l'ai observé, de nourrir, entretenir, loger & fournir d'outils, devoient paroître à ces faux calculateurs, la conduire à sa ruine & à sa perte,

56 *APPEL DES ÉTRANGERS*

parce qu'ils devoient juger qu'elles étoient au dessus de ses forces. Elle n'avoit pas assez de terrain propre à être ensemencé & à produire les denrées nécessaires à la subsistance de ses Habitans, puisqu'ils ne vivoient déjà que précairement : elle ne pouvoit, selon eux, qu'augmenter ses embarras, & qu'occasionner des famines, des défordres, des malheurs, en acquérant de nouveaux sujets sans aggrandir son territoire.

Pauvres spéculateurs qui prédisez à la France des malheurs qu'elle ne doit jamais craindre, passez en Hollande pour vous y endoctriner sur les règles du véritable intérêt : vous y verrez tous ces transfuges vivre dans l'aisance : vous y verrez l'accroissement de commerce, de richesses & de forces qu'ils ont procuré à la République : vous y apprendrez que ses Colonies leur doivent la grande culture à laquelle elles sont parvenues, & les productions surprenantes que

la Nation en retire , qui font la source inépuisable de ses trésors , & qui remplissent de l'or de l'Univers, les tonnes des Négocians Hollandois.

Dira-t'on que c'est par droit de représailles que les Anglois , les Hollandois , les Prussiens & tant d'autres Puissances qui les ont imités , ont débauché nos François , & leur ont fait secouer le joug de la domination naturelle de leur Monarque , pour les engager à se soumettre à une domination nouvelle & étrangère ? On ne le dira certainement pas : car la France n'avoit jamais usé de ce stratagème contre aucun Prince pour augmenter sa population. Elle recevoit seulement tous les Etrangers qui venoient s'établir chez elle ; mais loin de les y inviter , elle les regardoit toujours comme étrangers & non comme ses enfans , puisqu'elle confisquoit leurs biens après leur mort , & qu'elle use de la même sévérité tous les jours lorsqu'ils n'ont pas pris de lettre de natu-

§ 8 *APPEL DES ÉTRANGERS*

ralité pour assurer leur succession à leurs héritiers directs ou collatéraux.

Comme nos voisins ont totalement changé le système politique de l'Europe sur les émigrations, je pense qu'il est absolument nécessaire de les imiter; en conséquence, de recevoir en France tous les Sujets étrangers qui voudront venir y fixer permanently leur établissement & demeure, de les y inviter même par des faveurs particulières & séduisantes, de leur permettre de disposer de leurs biens après leur mort comme bon leur semblera, en se conformant aux Ordonnances & Coutumes des lieux qu'ils habiteront; d'appeler même à leurs successions leurs enfans & héritiers suivant l'ordre établi par les Us & Coutumes, à condition qu'ils demeureront en France; & même, si Sa Majesté vouloit, étendre sa grace jusqu'à ceux qui demeureroient en Pays étranger; de faire jouir en tous points ceux qui demeureroient dans le Royau-

me , des privilèges & prérogatives des régnicoles naturels , de les dispenser d'obtenir à cet effet aucune lettre de naturalité. Cette grace particulière seroit fort analogue au système actuel de l'Europe : & loin de porter le moindre préjudice aux droits du Roi , elle lui seroit au contraire fort avantageuse ainsi qu'au corps de l'Etat. Si le Conseil goûte ma proposition , son adoption fera la manière d'une simple déclaration de Sa Majesté. Le concours qu'elle produira fera la preuve de sa sagesse. Il est constant que si le Conseil fait lever l'entrave que nous avons donnée jusqu'à présent aux émigrations étrangères , il y aura chez tous nos Voisins un très-grand empressement pour venir habiter un Pays préférable au leur : un Pays dont ils connoissent les propriétés admirables & la douceur du Gouvernement.

Le parti honnête & licite que le Gouvernement pourroit prendre pour ré-

parer l'injustice que les Etats voisins lui ont faite , seroit donc de faire préparer des habitations commodes aux Etrangers qui viendroient, soit dans les Provinces du Royaume , soit dans nos Colonies , pour y fixer leur demeure irrévocable, d'y recevoir les Catholiques comme les Protestans ; je dis plus , ce seroit d'y recevoir les hommes qui professent toutes sortes de religions ; pourvû cependant qu'ils n'y eussent la liberté d'aucun culte public , la Religion Catholique, Apostolique & Romaine devant être l'unique Religion du Royaume & de ses possessions ; ce seroit de faire distribuer à chaque réfugié des terres à défricher en quantité relative à sa famille s'il en avoit avec lui : lesquelles terres seroient, autant que faire se pourroit , à portée de l'habitation qui seroit donnée au nouvel hôte ; de leur faire donner des outils propres à leur métier , des vivres , des matières propres à leurs vêtemens , des meubles in-

dispensables , des denrées pour ense-
mencer les terres qu'ils auroient cul-
tivées ; de leur faire monter des fa-
briques propres au Pays qu'ils habi-
teroient ; de leur accorder toutes les
facilités , toute la protection , tous
les secours désirables pour faire de
bons & utiles établissemens ; de tenir
prêts toutes sortes de travaux propres
à les occuper aussitôt leur arrivée , afin
qu'ils ne fussent ni à la charge du Roi
& de l'Etat , ni à celle des Régnicoles
ou de nos Colonistes naturels.

Ce seroit assurément bien le cas de
regarder la conduite que le Roi tien-
droit en suivant ce plan , comme l'effet
de la représaille de l'indemnité & de
la justice ; puisque Sa Majesté en cela
ne feroit qu'user avec droit & raison en-
vers les Puissances voisines des mêmes
voyes , des mêmes moyens qu'elles ont
employés & qu'elles emploient encore
contre lui. Ce seroit le moyen le plus
sage , le plus équitable , le plus facile ,

62 *APPEL DES ÉTRANGERS*

le plus assuré , de multiplier ses Sujets dans ses possessions d'outre-mer , sans dépeupler les campagnes de l'intérieur du Royaume , d'augmenter ses richesses & sa puissance en diminuant les ressources de ses rivaux.

On ne tarderoit pas à être informé par la Renommée, dans toutes les parties de l'Univers, des préparatifs que Sa Majesté feroit , & des motifs qui l'auroient déterminée à les faire : il seroit fort inutile de les annoncer, de les publier dans les papiers publics. Des peuplades entières de tous les Pays y voleroient pour en profiter , & ce seroit à qui des transfuges y arriveroient les premiers pour en profiter, sans qu'aucun des Souverains les plus intéressés à éviter la fuite de leurs Sujets , pût s'en plaindre ni l'éviter. L'homme est toujours disposé à aller s'établir dans un Pays où il est comme assuré de faire fortune , ou de vivre à la faveur de la protection que lui accorde

un Gouvernement sage & vigilant.

Tout autre Prince moins généreux que notre Monarque ne se feroit pas de scrupule d'envoyer dans les Pays circonvoisins les plus peuplés , un Officier intelligent, tel qu'un Capitaine dont il auroit connu la bravoure , la fermeté , le zèle , l'adresse & les talens pour y faire des recrues nombreuses. Effectivement un Officier de ce mérite qui joindroit à l'adresse de recruter, les ruses de la guerre , feroit plus propre à une commission aussi importante que tout autre Particulier. Il commenceroit par l'envoyer dans les lieux les plus peuplés de l'Allemagne , muni d'argent , d'ordres , d'instructions verbales ou en chiffres pour négocier & acheter le plus d'hommes qu'il pourroit , pour les faire défilér par différens chemins , à l'effet de se rendre dans les places frontières de son Etat qui seroient convenues pour points de réunion ; où on leur payeroit comptant

64   *APPEL DES ÉTRANGERS*
le prix de leur engagement , aussitôt
qu'on se feroit assuré d'eux pour les
envoyer de-là dans nos Colonies.

Cet Officier, pour mieux réussir, pré-
texteroit de parcourir diverses Cours
de l'Allemagne pour les connoître , &
en étudieroit effectivement les mœurs ,
les inclinations , les dispositions & les
intérêts : il répandroit de distance en
distance des préposés subalternes qu'il
feroit travestir tantôt en Marchands ,
tantôt en Bourgeois voyageurs , tantôt
en Payfans & en Mendians , & il ne
les verroit qu'avec beaucoup de pré-
caution , de manière qu'il ne pourroit
pas être plus soupçonné que ses émis-
saires , qui n'auroient comme lui aucun
caractère, afin de pouvoir les désavouer
tous dans le besoin : raison qui les
engageroit à être fort circonspects &
fort réservés dans leur conduite.

Ces Emissaires subalternes traite-
roient plus avec des gens de la cam-
pagne qu'avec des habitans des Villes ,

afin de moins courir risque d'être découverts : & ils auroient l'attention de n'engager que des hommes & des femmes jeunes, forts, robustes, grands, d'une belle & bonne constitution ; connus & avoués dans le Pays de leur résidence ; afin de ne point enrôler de mauvais sujets qu'il est toujours plus profitable de laisser chez eux que d'em- mener dans son Pays , attendu qu'ils ne sont bons qu'à débaucher les meilleurs sujets.

Il y auroit pour ces négociations fourdes beaucoup d'autres détails mystérieux à mettre en usage. Je n'y entrerai pas , parce que je suis assuré que cette voie , quoique rendue licite par l'exemple des autres Potentats nos voisins , couteroit infiniment à la délicatesse d'un Roi de France , & qu'il ne s'en servira jamais, parce qu'il la regardera toujours comme frauduleuse & indigne de sa façon de penser.

Il est de ma connoissance que de

très-braves gens, pleins de zèle pour le service du Roi, ont offert, les uns de lever & conduire dans nos possessions lointaines, dans les Indes soit orientales, soit occidentales de notre dépendance, un corps de troupes de douze cens hommes composé d'Etrangers d'élite, d'y faire transporter des gens de différentes Nations & de tous métiers, dont aucun ne seroit François, afin de les peupler & de les cultiver sans altérer les hommes & les forces de l'intérieur du Royaume.

D'autres ont offert d'enrôler jusqu'à douze mille Etrangers de toutes professions, & principalement des cultivateurs, & de les conduire eux-mêmes jusques dans les Colonies qu'il plairoit à Sa Majesté de leur indiquer, avec tel nombre de femmes que l'on voudroit.

Je connois même un Officier de grande distinction, qui me dit il y a quelques mois, que si Sa Majesté ju-

geoit à propos de lui donner des ordres & de l'argent , il s'obligerait d'avoir seul dans des Pays où il étoit connu, trente à quarante mille Etrangers des deux sexes jeunes & bien constitués , dont les hommes seroient propres à servir le Roi ou à tels travaux que l'on voudroit leur faire faire , & qu'il en donneroit sa soumission au Ministre , par laquelle il souscriroit à toutes les conditions qu'il lui plairoit , s'il ne remplissoit pas son engagement dans toute son étendue. Chacun de ces proposans a appuyé ses offres sur la conduite des Princes étrangers qui nous ont débauché un nombre si considérable de sujets.

Quoique Sa Majesté n'ait pas voulu faire usage de ces différentes offres qui ne quadroient point du tout avec ses vues nobles & généreuses , on ne peut cependant qu'applaudir à un motif aussi patriotique , aussi louable que celui qui les a enfantées. Il annonce l'atta-

chement vif & fincere de ceux qui les ont propofées pour leur Souverain, leur amour pour l'Etat, & leur empreflement à fervir l'un & l'autre; ils fe font même crus d'autant plus fondés à faire cette propofition, que pendant la derniere guerre les Anglois avoient tiré d'Allemagne quatre mille perfonnes Proteftantes de l'un & de l'autre fexe, qu'ils ont envoyées dans l'Acadie & à la nouvelle York. Ils en auroient même tiré davantage, fi leur fecret n'eût pas été éventé; l'Impératrice Reine n'en eut pas plutôt connoiffance, qu'elle rendit une Ordonnance portant défenfe de fortir de fes Etats fans paffe-ports; & qu'elle donna des ordres pour veiller fur la conduite des Etrangers qui pouvoient être fur les terres de fa domination.

Sans recourir à des expédiens dont plufieurs Puiffances ont ufé & qu'elles pratiquent encore, mais qui pourroient déplaire au Roi pacifique, auffi chéri de

toutes les Nations qu'il mérite de l'être par les qualités de son cœur; faisons donc usage du premier moyen que j'ai proposé, qui est de recevoir chez nous, tant dans le Royaume que dans nos Colonies, tous les Etrangers qui s'y présenteront; accordons-leur toutes les facilités, tous les avantages, toutes les faveurs qui leur seront nécessaires pour prospérer. Ce moyen loyal dans toutes ses faces & dans tous ses rapports, n'a point besoin d'astuce & de fourberie : il ne dépend que de la disposition des esprits & de la liberté qu'ont tous les hommes de chercher leur bien-être; ils y sont naturellement portés. Ainsi il ne peut occasionner la moindre plainte de la part d'aucun Souverain, quelque préjudice qu'il en reçoive, ni blesser la délicatesse de celui qui s'en servira. Tous peuvent en faire usage. C'est un malheur pour ceux à qui il ne réussira pas autant qu'en France. Les climats, les propriétés du sol en feront la différence.

L'usage que l'on feroit du moyen que je viens de proposer , de repeupler nos Colonies par le secours d'hommes & de femmes de toutes les Nations & de toutes les Religions , n'empêcheroit point le Ministère de pratiquer le second. Celui-ci contribueroit encore beaucoup à la population de nos possessions d'outre-mer ; ce seroit d'y envoyer sous bonne & sûre garde tous les mendiants , les vagabonds , les joueurs de profession , les escrocs , les domestiques hors de maison , & autres garnemens jeunes & valides de l'un & de l'autre sexe , que j'ai proposé de faire enfermer dans les Hôpitaux ou dans des maisons de force , pour les faire travailler soit dans ces maisons , soit aux travaux publics pour le compte du Roi, ou pour celui des maisons chargées de les nourrir & entretenir.

Mais comme les gens de cette seconde classe sont généralement mauvais sujets , il ne faudroit pas les aban-

donner à eux-mêmes plus là qu'ici. Il faudroit les mettre à la chaîne , même en travaillant, jusqu'à ce qu'on vît qu'ils se porteroient au bien. Sans cette précaution ils se répandroient dans le Pays , ils s'y libertineroient , & y commettroient mille désordres & mille crimes.

J'avoue cependant que j'aimerois mieux voir meubler ces Pays lointains en Habitans étrangers , que de les charger de cette canaille ; elle y feroit de difficile emploi , au lieu qu'ici elle serviroit à soulager les Habitans de nos campagnes dans tous les ouvrages royaux qu'on fait faire par corvées. Les moins coquins de cette vermine aideroient même aux cultivateurs à faire leurs récoltes.

Je me suis assez étendu dans le cours de cet ouvrage , ainsi que dans celui que j'ai fait contre les vagabonds , sur tous les avantages que le Roi & l'Etat retireront de l'appel des Etrangers dans

le Royaume , & principalement dans nos Colonies qui ont très-grand besoin d'habitans ; comme aussi de l'emploi utile qu'on peut faire dans les terres dépendantes de notre domination , des mendiants , des vagabonds & des gens sans aveu , pour pouvoir me dispenser d'entrer dans de plus grands raisonnemens pour les démontrer : ils sont trop sensibles pour qu'on les ignore. J'ai fait voir que l'argent ne fait point seul la fortune des Etats ; qu'il n'est rien par lui même ; qu'il n'est qu'un simple agent dont l'utilité n'est qu'en proportion de la convention des Nations : convention que le caprice des hommes peut changer dans un instant.

J'ai prouvé que les hommes , au contraire, étoient tout, en fait de fortune , pour un Empire ; que sa véritable force , ses véritables richesses consistoient dans sa nombreuse population ; que c'étoit d'elle seule que dépendoient la grande agriculture , les productions
abondantes

abondantes de denrées de toutes espèces, usuelles & comestibles, la force, la considération, les Arts, les Manufactures, le Commerce, les commodités de la vie, la félicité, les richesses réelles & invariables : richesses qui ne craignent point les caprices de l'inconstance, ni les mépris, parce qu'elles sont destinées par l'Auteur de la Nature à la subsistance humaine, & qu'elles ne peuvent être remplacées, lorsqu'elles manquent, par l'or, l'argent, le diamant, ni les bijoux les plus rares, les plus précieux, qui, pour un homme affamé, ne valent pas un morceau de pain. La terre produit, sans le secours de l'Art, l'or, l'argent & les pierres précieuses ; mais elle ne peut produire le bled ni les autres denrées usuelles & comestibles qu'à force de travail de la part des hommes. D'où il s'ensuit que plus il y aura d'hommes dans un Pays, plus la terre sera cultivée avec art, & plus elle sera fécon-

de. Donc on ne peut avoir une trop nombreuse population.

Voyons maintenant de quelle manière il faut s'y prendre pour réparer tous les désastres que certains vices, fort anciens dans notre administration des Finances, ont causés à notre dépopulation ; & comment on doit s'y prendre pour faire peupler nos Colonistes & nos Régnicoles, autant qu'on doit l'attendre d'un climat aussi favorable que le nôtre, & d'un Pays aussi propre à nourrir de nombreux habitans.

J'ai rapporté quatre principes de notre dépopulation : le premier, la révocation de l'Edit de Nantes, qui, à cause de la sévérité de son exécution, a occasionné chez nous une émigration considérable de Protestans François ; le second, les envois souvent répétés de nos Régnicoles dans nos Colonies, & la perte de sujets que nous avons faite pendant les trajets ; le troisième, l'affiette des impôts & leurs perceptions

également viciéuses dès leur origine ; le quatrième , le luxe immodéré qui a corrompu nos mœurs.

Je peux en citer encore , avec le même fondement , quatre autres causes : sçavoir , le libertinage , qui a prévalu chez nous depuis environ soixante ans , au point qu'un nombre infini de sujets comptant sur la facilité , depuis long-temps trop connue , de débaucher des femmes en puissance de maris , des veuves & des filles , ou de vivre avec des Messalines dont les faveurs se vendent pour de l'argent , préfèrent au mariage une vie célibataire en apparence , mais indigne de ce nom , par la manière scandaleuse avec laquelle on la traîne.

La seconde cause est 1^o l'impolice sur les mendiants , les vagabonds , que la paresse & le libertinage appellent à ce métier infâme , comme sur le nombre excessif de domestiques de Paris & des grandes Villes , dont les maîtres

s'inquiètent peu qu'ils soient libertins, pourvu qu'ils soient assurés qu'ils ne sont pas mariés. 2^o Le peu de vigilance sur les voleurs & les assassins que l'impunité de leurs premiers crimes invite à en commettre de nouveaux.

La troisième cause est le système politique qu'a établi le Ministère de tems immémorial, & qu'on a toujours suivi depuis, de défendre aux Officiers & aux soldats de se marier sans le consentement de la Cour : faveur qu'elle accorde rarement aux soldats.

La quatrième & dernière est la trop grande jeunesse de la plûpart des recrues qu'on a faites. Le plus grand nombre des enrôlés n'avoit que seize ans. Plusieurs Sergens ou Raccoleurs en engageoient dans leur quinzième année, par ivresse, libertinage, séduction, ou par d'autres voies honteuses. Ces enfans, non formés encore, mouroient en route, ou au plus tard à la fin de la

première campagne , ou désertoient. A peine un jeune homme est-il en état à dix-neuf ans de soutenir les fatigues de la guerre.

Les premiers , je veux dire ces oisifs efféminés & dissolus qui vivent dans nos grandes Villes sans autre occupation que celle de passer un tiers de la matinée à leur toilette , d'assister le reste de la matinée à celle de quelques femmes pour les porter au crime , de parcourir l'après-midi tous les cercles de société , tous les spectacles , toutes les promenades , les jeux & les bals , sont sans cesse à la poursuite de jeunes femmes & de jeunes filles pour les séduire. Ces pestes execrables de la société que les femmes appellent des coquets , ne sont propres qu'à troubler la paix des ménages , la tranquillité des familles , & à empêcher la régénération.

Le Gouvernement ne pourroit rien faire de plus utile aux mœurs & à la

78 *APPEL DES ÉTRANGERS*

prospérité de l'Etat que d'arrêter ce désordre abominable qui contribue à notre honte chez les Nations étrangères, & qui, en contribuant à la foiblesse de la constitution de nos enfans, parce qu'il épuise le tempérament des hommes avant qu'il soit formé, occasionne en même-tems le dépérissement du Royaume. Il seroit fort à souhaiter que les grandes & importantes occupations de nos Ministres leur donnassent le loisir d'y penser sérieusement & d'y remédier.

Le remède est facile à trouver & à appliquer. Il ne s'agit que d'engager Sa Majesté à rendre une Ordonnance qui déclare infâme tout laïc, de quelque qualité & condition qu'il soit, qui ne se mariera pas avant trente-cinq à trente-six ans au plus tard; de lui interdire toute fonction publique, de le destituer des charges, emplois, ou commissions dont il sera revêtu; de lui supprimer les pensions qu'on auroit pu lui accorder;

d'accorder des prérogatives , des honneurs , des préférences , des distinctions , même des pensions de faveur aux pères & mères des nombreuses familles , tant mâles que femelles ; en proportion du nombre d'enfans vivans ou morts , qu'ils auroient eus en légitime mariage. Ce que je propose n'est point neuf : je le trouve en partie tracé dans une Ordonnance de Louis XIV , qui en a ébauché le plan : je le trouve bien plus nettement , bien plus solidement établi dans l'Histoire de ce Peuple conquérant , le mieux administré , le plus redoutable de l'Univers , tant qu'il fut frugal & laborieux , tant qu'il fut sage.

Dans la République Romaine , le Consul qui avoit le plus d'enfans , avoit le choix des Provinces ; les maris & les femmes qui avoient des enfans pouvoient se donner tous leurs biens par testament. S'ils n'avoient pas d'enfans , ils ne pouvoient se donner qu'un dixième. Les hommes mariés avoient au

Théâtre une place distinguée : les femmes qui n'avoient point de maris ne pouvoient se faire porter en litière, & l'usage des pierreries leur étoit interdit, de quelque condition qu'elles fussent. Rien de mieux imaginé pour engager tous les membres de la République à se marier & à avoir des enfans en légitime mariage.

Le divorce établi chez les Romains n'avoit également d'autre objet capital que la population.

L'Edit de 1666 par lequel Louis XIV a accordé des pensions modiques, quoique graduelles, à ceux qui auroient dix ou douze enfans, exigeoit que les enfans fussent tous vivans pour pouvoir, par les pères & mères, profiter de la pension. Il étoit imparfait dans ces deux points, & il n'étoit point assez secourable pour ceux qui étoient chargés d'enfans : encore est-il aujourd'hui abrogé. M. Rouxelin, Secrétaire de l'Académie Royale des Belles-Let-

tres de Caën , a parfaitement bien traité cette matière.

M. Elie de Beaumont , membre de cette Académie , promet à la France une postérité nombreuse , si l'Etat veut donner aux pères des facilités pour la subsistance & l'établissement de leurs enfans ; s'il les rend pour eux des moyens d'avancement ; s'il leur donne dans les mariages la perspective d'une vieillesse heureuse & tranquille. Les vices & les rigueurs de nos Coutumes font souffrir la Nature : il s'ensuit de leur injustice que les mariages doivent être , & plus rares , & moins féconds en Picardie qu'à Paris , à Paris qu'en Normandie , en Normandie que dans nos Provinces méridionales. Quelque riche que soit un mariage que contracte un homme à Paris ou en Picardie , il est ruineux pour lui , s'il le fait , comme ils s'y font presque tous , conformément aux dispositions des Coutumes. Cette crainte , jointe aux

82 *APPEL DES ÉTRANGERS*

embarras qui accompagnent les mariages, éloigne de ce sacrement beaucoup d'honnêtes gens amateurs de leur tranquillité.

Je trouve encore chez les Egyptiens, dans les Républiques Grecques, & chez plusieurs autres Peuples Philosophes, des monumens d'une sage politique, pareils à celle de Rome. J'en trouve dans l'Ancien Testament, que nous devons tous connoître, puisqu'il fait la base de notre Religion. Je vois dans ces Histoires Saintes & profanes tous les égards que l'on avoit pour les pères & mères qui avoient plusieurs enfans : j'y vois des notes d'infamie contre ceux qui ne se marioient pas : j'en vois contre les femmes stériles, quoique la fécondité ou la stérilité ne dépendissent pas d'elles, mais du vice de leur conformation : j'en vois même des traces dans les Canons de nos Conciles, dans les Décrets de l'Eglise, dans nos Ordonnances, dans la Juris-

prudence, qui autorisent unanimement les maris qui ont épousé des femmes stériles, ou les femmes conformées pour être fécondes qui ont épousé des hommes impuissans de naissance, à demander la nullité & la cassation de leur mariage; & qui l'ordonnent précisément; malgré la défense que l'Eglise répète à chaque cérémonie de mariage, de ne point défunir les conjoints : *quod Deus conjunxit, homo non separet* : défense dont l'Eglise même n'entend faire l'application qu'en faveur des conjoints, respectivement propres à remplir la véritable fin de cet auguste Sacrement, & non pour ceux qui ne seroient propres qu'à le profaner.

Le célibat, bien ou mal observé par les vagabonds, par les domestiques & par les gens oisifs, qui fourmillent dans les grandes Villes, est, on ne peut plus, contraire aux intentions du Créateur; on ne peut plus, préjudiciable au Royaume où on le

84 APPEL DES ÉTRANGERS

souffre. Mais ces fortes de gens se livrent à toutes les dissolutions imaginables : & la perte énorme qui en résulte pour le Ciel & la Terre , dont ils devroient multiplier les habitants , suivant cet ordre donné par le Créateur à nos premiers parens , *crescite & multiplicamini* , ne peut qu'attirer sa malédiction sur nos têtes : nouveau motif pour réprimer ces désordres horribles qui font gémir la Nature.

La vie célibataire , ou plutôt licencieuse , à laquelle on assujettit l'Officier & le soldat , est une perte à tous égards pour la Nation. Elle les libérine , elle les expose à ces maladies infâmes , dont le nom fait rougir la pudeur. Ces maladies les enlèvent de ce monde à la moitié de leur carrière , après avoir répandu une partie du venin dont ils sont empestés dans toutes les Villes où leur Régiment a été en garnison. Le célibat enfin qu'on les force de garder , fait perdre à l'Etat une peu-

plade innombrable. D'ailleurs si le soldat étoit marié, il ne déserteroit pas si facilement qu'il fait aujourd'hui. Une fois dégoûté du service, il ne tient plus à rien : pour lors sa femme & ses enfans l'attacheroient.

Quand on n'arbitreroit, année commune de paix & de guerre, nos troupes & nos invalides propres au mariage qu'à deux cens trente mille hommes, les Officiers compris, dont il y en a peu de mariés dans les subalternes ; jugez quelle privation de sujets cette mauvaise police occasionne chaque année ? Jugez quelle somme d'hommes la France auroit au bout de vingt à vingt-cinq ans ? Quel détriment pour notre population à la fin de chaque siècle ! Le calcul en est immense.

Entr'autres Potentats de l'Europe, le Roi de Prusse a des principes sur ce point bien différens des nôtres, & d'une bien meilleure politique : il invite ses soldats à se marier, il leur procure des femmes, il leur accorde toutes les fa-

veurs capables de les engager au mariage & de leur faire faire des enfans. Nous pouvons en faire autant avec plus de facilités que lui, puisque nous sommes plus riches.

Il faut donc tirer nos soldats du célibat auquel le vice de notre constitution militaire les a condamnés. Cette faveur ne doit pas se borner à ceux qui servent en France ; elle doit s'étendre sur ceux qui servent dans nos possessions d'au-delà des Mers. Mais il faut que ce remède ne nuise pas à leur utilité. Alors notre Monarque se procurera doubles avantages ; le premier de faire du métier de la guerre un état solide ; le second de contribuer considérablement à la population de son Royaume. On peut en ajouter un troisième ; c'est de faire aimer le soldat par le paysan, qui le méprise, parce qu'il le voit malheureux & libertin. Il est en vérité bien important de donner de la considération à cet état, pour inspirer plus de valeur à ceux qui l'ont embrassé. Si on

y parvient , comme cela est possible , on verra la plus belle jeunesse se présenter d'elle-même pour servir dans nos armées , parce qu'elle ne se regardera plus comme séparée du corps des citoyens en sa nouvelle qualité de soldat.

Le soldat marié perd beaucoup de sa bonté lorsque le mariage le jette dans le mal-être. Si , au contraire , le mariage lui produit un avantage , un asyle ; qu'il ne lui cause aucun embarras lorsqu'il marche à la guerre , que le nombre d'enfans ajoûte à son bien-être , & que son existence ou sa mort ne puisse influencer sur la fortune de sa femme & de ses enfans , il sera meilleur qu'il n'est , & ne désertera plus. D'ailleurs on auroit , vingt ans après cet établissement , un Peuple militaire en France qui appartiendrait de droit au Roi , puisqu'il l'auroit nourri & entretenu dans son bas âge. Ce nouveau Peuple guerrier , qui ménageroit les habitans des Provinces , seroit utile à l'agriculture.

88 *APPEL DES ÉTRANGERS*

& aux Arts, & fixeroit chez nous des étrangers qui seroient flattés d'en profiter.

Si les Régimens Provinciaux ont lieu, comme M. le Duc de Choiseul le desire, pour affranchir les Provinces du joug terrible des Milices qui les ont écrasées jusqu'à présent, & dont la forme étoit vicieuse dans tous ses transports; comme aussi pour mettre fin à beaucoup d'abus & de manœuvres qui s'étoient introduits dans les recrues à la charge des Capitaines, il sera fort aisé d'exécuter mon plan. Il s'agiroit de choisir dans les campagnes, & non dans les Villes, mais à portée de Manufactures ou de Villes de commerce; un endroit, Bourg ou Village, pour y former des maisons militaires propres à y loger quatre, cinq, ou six cents soldats mariés: préférer les terrains incultes, afin de leur en donner des portions à défricher: leur donner deux vaches, ou au moins une par chaque soldat: les charger d'entretenir leur maison, & y admettre tous ceux qui se

présenteroient , pourvu qu'ils servissent à la guerre.

Les pères des filles qu'on marieroit avec des soldats leur donneroient le lit , le linge & les ustensiles de ménage absolument nécessaires : & si les filles étoient pauvres , ce seroit la Province qui en feroit la fourniture à ses frais ; quant au reste , les mariés se le procureroient par le travail de leurs mains , que les soldats seroient autorisés à faire les jours qu'ils n'auroient point de garde à monter , ou d'exercices à faire.

Les femmes & les enfans seroient habillés de la couleur du Régiment dont seroit le mari , & seroient sous la discipline du corps.

Les enfans mâles naîtroient soldats , sans pouvoir s'engager dans un autre Régiment , & sans pouvoir embrasser un autre état , à moins que les défauts du corps les en rendissent incapables. En ce cas l'Intendant de la Province pourvoiroit aux moyens de leur faire gagner leur vie : quant aux filles , elles ne pour-

roient se marier qu'avec des soldats : auquel cas les fournitures de lit, de linge & d'autres ustensiles de premier besoin seroient fournies par la Province même, comme celles des pauvres filles de la campagne.

Si la veuve d'un soldat est en état de faire des enfans, on la remariera à un autre soldat par préférence aux filles; mais les filles de soldat seront mariées à des soldats préféablement aux autres filles. Celles du Régiment seront préférées à celles des autres corps.

Si le soldat veuf est infirme, il entrera à l'Hôtel des Invalides; & s'il reste chez lui, il jouira de l'exemption de tous droits, même de corvées, qu'on devoit supprimer dans toutes les campagnes, comme préjudiciables à l'Agriculture; & il sera exempt de logement de gens de guerre; à moins que, par sa mauvaise conduite, on ne fût obligé de le chasser de son établissement: laquelle punition ne se fera que par ordre du Ministre.

Le fonds de ces établissemens , les améliorations , ni les biens que les soldats pourront y joindre , ne seront point héréditaires.

Si cette population devenoit trop considérable , on en enverroit des Colonies dans nos possessions d'outre-mer. Ces Colonies feroient un bien infini dans les Pays où elles arriveroient ; elles seroient composées d'hommes sages habitués au travail , à la fatigue , à la subordination. Ce seroit des soldats tout disciplinés , tout formés , tout aguerris , & propres à tout ce qu'on voudroit exiger d'eux.

Dans tous les cas , soit que les troupes marchent en campagne ou restent en garnison , il ne seroit toléré que deux femmes à la suite de chaque compagnie , qui seroient de préférence les femmes des plus anciens soldats ; les autres resteroient dans leurs établissemens pour nourrir & élever leurs enfans. Celles qui suivroient les compagnies seroient blan-

chisseuses & vivandières , dont on feroit plus assuré qu'on ne l'est de toutes celles dont les maris ne sont attachés à aucun corps.

Les Officiers hors d'état de servir qui ne pourroient être placés aux Invalides , auroient leurs pensions de retraite dans les lieux de ces établissemens , afin de veiller à ce qu'il ne s'y glisse aucun abus , dont ils rendroient compte au Colonel du Régiment , ainsi qu'au Gouverneur de la Province. Ils feroient en outre chargés spécialement d'exercer dès l'enfance les jeunes gens destinés à guerroyer , principalement lorsque les Officiers feroient à la guerre. Ces Officiers auroient des pensions plus fortes que ceux qui préféreroient une vie oisive dans leur Province.

Pour mettre le soldat en état de vivre , d'entretenir sa femme & ses enfans , il jouiroit en tout tems , soit qu'il fût au Régiment , soit qu'il fût chez lui , de la solde affectée à son grade , en pain

& en argent , & il lui seroit fourni en outre une ration de pain pour sa femme & une moitié pour chacun de ses enfans , jusqu'à ce qu'ils fussent au service ou mariés , ou que les infirmes & contrefaits fussent en métier. Ce pain leur seroit fourni en nature ou en argent , à leur choix , sur les revues des Commissaires des Guerres ; & , en cas de maladie , eux , leurs femmes , leurs enfans , seroient reçus dans les Hôpitaux du Roi au moyen de leur solde , sauf à parfaire.

Les fonds nécessaires pour ces dépenses seroient payés par les Trésoriers de l'Extraordinaire des Guerres sur les états des Commissaires des Guerres , visés & certifiés par les Commandans des établissemens & par le Gouverneur , dont ils seroient remboursés tous les trois mois , au moyen d'une répartition sur tous les sujets de la Province , exempts ou non exempts , qui seront célibataires , & sur ceux qui n'auront point d'enfans.

Les Intendans enverront au Ministre de la Guerre & à celui des Finances, 1^o un état des gentilshommes, des gens en charge, des bourgeois, commerçans, & payfans célibataires de leur département, ainsi que de leurs facultés.

2^o Un état des terres incultes à portée des grandes & petites Villes, des gros Villages & des rivières navigables, & de leur étendue, afin de juger de la quantité de maisons qu'on y pourroit bâtir, avec un jardin & commodités pour chacune.

3^o Le nombre & la grandeur des maisons abandonnées dans chaque Village, & de celles qui y sont à vendre. Je connois des Villages entiers qui étoient fort considérables avant la révocation de l'Edit de Nantes, où il ne subsiste plus que trois à quatre pauvres chaumières; le surplus est en masures dont il ne reste plus que les fondations, quoique le Paysy soit très-bon.

4° Le nombre & l'âge des filles nubi-
les des laboureurs, journaliers, arti-
fians, & journaliers des Villes & Villa-
ges en deux classes. La première, pour
celles dont les pères peuvent donner
une dot, & l'autre de celles dont les
pères ne peuvent rien donner.

La dépense à faire une fois pour ces
cinq cens établissemens ne fera pas de
cinq cens mille livres, & celle de la
ration de pain accordée à chaque fem-
me de soldat seroit de vingt-sept mille
livres par habitation de cinq cens mé-
nages. Quant à celle qui résulteroit des
rations données aux enfans de soldats
& de leur entretien, ainsi que de celui
des meres, je pourrois n'en pas parler,
parce que je n'en puis rien dire que par
supposition; mais à quelque somme
que le total montera, le Roi en fera
plus que payé par l'acquisition des nou-
veaux soldats qu'il se procurera.

En supposant donc que de chacun de
ces cinq cens mariages il naisse un en-

fant , & qu'il y ait la seconde année mille rations de pain à distribuer au lieu de cinq cens , cette augmentation , jointe à la première fourniture , ne feroit qu'une dépense de cinquante-quatre mille livres.

Le Roi est fort en état de soutenir cette dépense qui tourne au profit de son Royaume, s'il parvient à mettre une réforme dans l'assiette & dans la perception de ses Impôts; & s'il entretient moins de troupes qu'il n'est d'usage depuis Louis XIV , tant en paix qu'en guerre. Il vaut mieux avoir moins de soldats , & qu'ils soient meilleurs & mieux traités , que d'en avoir beaucoup qui ne soient pas aussi bien qu'ils doivent l'être ; parce que pour lors ils se battent mal & sont toujours prêts à désertter. S'il ne veut pas se charger de faire cette dépense , qu'il peut diminuer de moitié en ne faisant distribuer qu'une demi-ration par tête de femmes & d'enfans , il peut ordonner qu'elle s'imposera

s'imposera sur les Célibataires, membres inutiles de la société.

Ces mariages qui peuvent fournir avec le tems un peuple militaire de plus de soixante mille hommes prêts à marcher aux premiers ordres, tranquilliferoient le Payfan, l'encourageroient à cultiver son champ avec plus d'ardeur & d'attention qu'il ne fait, & l'exciteroient ainsi que le Bourgeois, l'Artiste, l'Artisan & le Manouvrier, à se marier & à faire des enfans, qu'ils ne craindroient plus de perdre par la milice.

Je connois un Officier de distinction au fait de tous ces détails, qui se chargeroit volontiers de les conduire en chef.

Se procurer des hommes sûrs & bien disciplinés, attachés à leur Patrie, dont on se serviroit dans nos armées de ce continent, ou dont on feroit des Colons qu'on pourroit envoyer dans nos possessions éloignées, ne feroit pas le

98 *APPEL DES ÉTRANGERS*

seul avantage que Sa Majesté retireroit de ces établissemens charitables & politiques. Ces Régimens provinciaux ainsi cantonnés seroient très-propres à faire, à entretenir les grandes routes, les chemins de traverse, les nouveaux canaux d'une rivière à une autre qu'on voudroit faire pour la communication des Provinces & la commodité du commerce; ils pourroient encore être employés à curer nos Ports & Hâvres, à en construire de nouveaux, aux ouvrages des Villes & Places de Guerre, & à tous autres ouvrages publics qui seroient à portée de leurs casernes. Ils soulageroient infiniment les Cultivateurs qu'on est très-souvent obligé de distraire de leurs occupations champêtres, même dans des temps précieux, pour y travailler par corvées: ils pourroient soulager les habitans des Villes & des Campagnes en leur aidant soit à faire leurs récoltes, soit dans leurs autres travaux domestiques.

Le tems qu'ils emploieront pour les Particuliers, même pour les Villes qui feront des embellissemens, leur fera payé suivant le prix courant des lieux : & cet argent qui leur procurera beaucoup d'aisance dans leur habitation, leur donnera certainement du goût pour le travail. L'usage continuel qu'ils en auront fortifiera leur tempérament, & leur fera soutenir constamment & sans en souffrir, les fatigues de la guerre, qui, communément nous font perdre dans le cours de chaque campagne, plus de Soldats, que le fer & le feu des ennemis ne nous en détruisent.

Il se présente encore à mon esprit une neuvième cause de dépopulation que je ne puis passer ici sous silence, quoiqu'elle dût être à la suite des huit autres que j'ai rapportées ci-dessus. C'est le mauvais traitement des Troupes au préjudice du payement que le Roi fait pour qu'elles aient le nécessaire physique.

On distribue dans les garnisons & à l'armée le pain pour quatre jours aux soldats. Ceux-ci, dans les grandes fatigues, le mangent en deux jours, & jeûnent le troisième & le quatrième, s'ils ne peuvent s'en procurer par la maraude ou par d'autres voyes criminelles. Le besoin auquel ils sont souvent exposés les fait désertir ou tomber malades, excédés de fatigue & de faim. Pour lors on les conduit dans les Hôpitaux, où ils sont si mal nourris, si maltraités, qu'ils y périssent bien promptement. Il est assez rare de voir deux hommes en sortir bien rétablis sur le nombre de cinq qui y feront entrés; ainsi c'est au moins une perte assurée de trois cinquièmes.

Le pain de munition étoit si mauvais avant l'avènement de M. le Duc de Choiseul au département de la guerre, que le Soldat ne pouvoit en faire de la soupe: il se délayoit dans le bouillon, & formoit une colle indigeste & malsaine. On peut remédier à cet incon-

vénient en lui faisant distribuer avec son pain du biscuit pour faire la soupe, & même on peut suivre pour les Troupes de terre l'usage de la Marine.

Les maraudeurs font désertir les campagnes qui avoisinent les camps, & se font tuer par les Payfans, ou pendre par le Prevôt de l'armée lorsqu'ils sont arrêtés. Le nombre des uns & des autres est immense lorsqu'une guerre dure cinq à six campagnes, surtout si les Officiers supérieurs & inférieurs négligent d'avoir l'œil sur leur conduite. Le goût de la maraude qu'on suppose au Soldat y a moins de part que la misère où le réduisent tous les Entrepreneurs ou les Commis infidèles qui sont chargés de lui fournir ses petites provisions.

La France se ressentoit de la perte d'hommes occasionnée par l'avant dernière guerre, lorsque la dernière s'est déclarée : obligée d'arracher le Laboureur de son champ, le Berger de son troupeau, le Vigneron de sa vigne,

l'Ouvrier de son atelier , & de dépeupler ses Etats , rien n'a pû l'arrêter ; il falloit venger les insultes faites à son pavillon , les injustices faites dans ses Colonies , & affranchir ses Sujets du joug qu'on vouloit leur imposer sur la partie du commerce dont nos Rivaux vouloient les priver , pour se l'approprier tout entier au préjudice du droit des Nations : il falloit secourir des Alliés. Tous ces motifs étoient sacrés : il falloit les remplir.

Ce fut donc pour soulager notre population déjà fort affoiblie par les différentes causes que j'ai rapportées , que le Roi qui avoit déjà à son service des Régimens étrangers , en forma de nouveaux pour ménager le sang de ses Sujets , & pour laisser les gens de la campagne cultiver tranquillement leurs champs. Mais pendant les premières campagnes il n'y eut pas un seul de ces Régimens anciens & nouveaux , dans lesquels étoient déjà entrés beaucoup

de François naturels , lors de leur formation , qui ne se recrutât dans nos Provinces de Franche-Comté , d'Alsace , de Lorraine. Ces Provinces autrefois fournissoient beaucoup de Cavaliers , d'Hussards , de Fantassins dans nos Régimens étrangers ; & les Officiers étoient autorisés à les engager parce qu'elles ne nous appartenoient pas ; mais aujourd'hui qu'elles sont Provinces Françaises , les Régimens étrangers ne doivent plus s'y recruter. Cet abus a subsisté depuis qu'elles sont réunies à la Couronne ; mais , grâces au ciel , il ne subsistera plus , parce que notre Ministre actuel en connoît l'illusion & les conséquences.

Voilà bien des principes de notre dépopulation , sans parler de beaucoup d'autres qui y ont contribué & qui y contribuent encore. Mais nous avons la douce consolation d'espérer & d'attendre incessamment du cœur patriotique & des profondes connoissances de nos Ministres actuels , ce concours si néces-

faire pour y remédier chacun dans son département,

C'est assez discourir sur les vûes qui ont respectivement contribué au décroissement prodigieux de notre population. Notre Ministère, plus éclairé que jamais sur les véritables intérêts de l'Etat, connoît toutes les fautes qu'une politique mal entendue, que la négligence même de leurs prédécesseurs, ont fait commettre, & il ne tardera certainement pas à travailler à les réparer.

Après s'être occupé du soin de repeupler le Royaume & d'y faire fleurir par une police vigilante, sévère & sage, l'Agriculture, cette mère nourricière, les Fabriques, le Commerce & les Arts, il est absolument nécessaire de travailler à en faire autant dans toutes nos Colonies. Car qu'on ne s'imagine pas que lorsque j'ai annoncé dans cet opuscule, ainsi que dans mon Traité sur le rappel des Protestans en France, & dans mon Plan de police sur les men-

dians , sur les vagabonds , & autres espèces vermineuses , que mon objet étoit de procurer à la France de nouveaux Cultivateurs , j'aie entendu employer toutes ces recrues de nouveaux Ouvriers à la cultivation des terres. Ce seroit bien éloigné de la balance que je me suis faite , & que le Ministère est encore plus en état de faire que moi , de l'emploi des hommes , pour qu'ils soient tous , chacun à leur égard , utiles à la Société , & qu'une profession trop nombreuse ne soit point stangurie pour les autres professions.

Mettre tous les Citoyens destinés au travail , dans la classe des Laboureurs & des Vignerons , seroit commettre une faute presque aussi grossière que celle que feu M. Colbert commit , lorsqu'il voulut employer dans les Manufactures & les Ateliers , toute cette classe laborieuse. Si son projet ne fut pas de faire autant de Manufacturiers dans le Royaume qu'il pouvoit y avoir d'habitans

surtout d'habitans voués aux différens travaux , la manière dont il s'y prit pour avoir autant d'Artisans & de Fabricans qu'il en désiroit , tourna les vûes de tous les Sujets du côté de ses nouveaux établissemens : presque tous les travailleurs & les industrieux se jettèrent dans les Ateliers & les Manufactures ; le Laboureur abandonna les manfins de sa charrue , & préféra souvent à son art libre un art mécanique & subordonné , pour jouir des privilèges , franchises & douceurs que ce Ministre avoit accordés à ceux qui prendroient l'uniforme Manufacturier , & qui marcheroient sous ses étendarts. Un faux brillant l'éblouit & le trompa.

Comme l'équilibre politique qui doit exister dans un Etat bien administré entre toutes les professions utiles qu'on y exerce & qu'on doit y exercer pour les besoins , les commodités & l'enrichissement de ses membres, a été totalement rompu par la fausse opéra-

tion de M. Colbert, il faut tâcher de le rétablir d'une manière invariable.

De tous les Arts, de tous les Métiers, le plus essentiel est sans contredit l'art agronomique, puisqu'il nous procure les denrées de première nécessité, puisqu'il nous fournit de quoi satisfaire les premiers besoins, je veux dire, notre subsistance. Cette noble profession, surtout dans un Royaume agricole & fertile en toutes sortes de denrées de la première qualité, demande bien plus de Sujets pour ses travaux qu'aucune autre. Ces deux raisons importantes exigent donc que nous nous occupions plus particulièrement à lui procurer autant de bras & de secours qu'elle peut en avoir besoin, pour remplir ses différens détails économiques.

C'est d'après le délabrement où est notre Agriculture, c'est d'après le désordre où sont toutes les branches qui doivent correspondre à ce tronc nutritif, c'est d'après les principes & les faits que

j'ai rapportés , que j'ai paru plus occupé de son rétablissement , que de tous les autres objets qui lui sont subordonnés , tels que les Arts , l'Industrie , les Manufactures & les Métiers , & généralement toutes les autres professions industrielles ou stériles , dont la plupart sont esclaves du luxe de décoration & de frivolité , de la mollesse & de la débauche dont les Ouvriers cherchent à flatter les goûts & les caprices corrompus.

Mais dans le fait , mon véritable plan a été dans chacun de mes trois ouvrages , de présenter à nos Ministres des hommes endormis dans l'oïveté , qu'il peut & qu'il doit réveiller par des occupations analogues à leurs forces & à leurs facultés. Ce n'est point à moi de prescrire le genre de travail auquel on doit livrer ces garnemens. C'est au Conseil , c'est à ses Commissaires à juger les propriétés des nouveaux Ouvriers que je lui présente. La culture

des terres est de tous les arts dans la plus grande disette de travailleurs ; j'en ai donné les raisons ; mais elle ne peut pas espérer d'occuper tous ceux que je propose ; il y auroit même imprudence de les lui accorder. Il est de la sagesse & de l'habileté de nos Ministres de lui en départir le plus grand nombre pour son lot particulier , & de distribuer le surplus dans les autres genres de profession. Cette distribution , cet arrangement se feront tout seuls avec l'ordre le plus parfait & le plus désirable , aussitôt que le Gouvernement aura pris le parti d'ouvrir les portes du Royaume & de nos Colonies , à nos anciens Concitoyens expulsés , & aux Etrangers qui voudront venir s'y établir , & aussitôt qu'il aura adopté le plan de police contre les mauvais sujets que nous nourrissons en pure perte pour la société , & en tremblant pour notre fortune & pour notre vie.

Le vrai moyen d'y parvenir est

110 *APPEL DES ÉTRANGERS*

premierement de diminuer , autant qu'on le pourra , le fardeau des impôts & de la gêne sur la culture & les réproductions , sur les Manufactures , sur l'éducation des bestiaux & sur le commerce ; en conséquence de diminuer le nombre énorme de Commis des Fermes , dont les fonctions perpétuelles sont de gêner & de vexer les Sujets du Roi , & principalement les Marchands & Négocians en gros & en détail , ainsi que les Propriétaires de biens fonds , & que l'on pourroit occuper plus utilement pour la société , soit à la culture des terres , soit aux Manufactures ou à tous autres ouvrages : parmi lesquels Commis on peut compter quarante mille célibataires qui énervent d'autant la population. Ce double fardeau doit être en vérité regardé dans toutes ses faces comme la stangurie de la population & de toutes les progressions qui rendent un Etat abondant , riche , magnifique & puissant.

Secondement, d'attirer dans nos Colonies, autant qu'il sera possible, des Etrangers des deux sexes, jeunes, bien conformés, forts & vigoureux, de quelque religion qu'ils soient, avec des précautions suffisantes pour qu'ils ne puissent en aucun tems troubler la Religion Catholique que nous professons, & qui doit dominer dans tous les Pays dépendans de notre domination. L'un & l'autre sont également faciles.

Troisièmement, de les occuper à des travaux publics ou particuliers aussitôt qu'ils seront arrivés, soit pour leur compte personnel, soit pour celui des particuliers possesseurs d'habitations, & enjoindre aux Gouverneurs, Commandans, Intendans & Commissaires de chaque Colonie de tenir la main à ce qu'ils ne manquent point d'ouvrages par la suite; afin que n'étant point oisifs, ils ne puissent se livrer au libertinage ni aux crimes qui sont tou-

jours les effets pernicioeux de la paresse & de la fainéantise

Quatrièmement, de donner à chacun d'eux une habitation commode, un lit avec les ustensiles les plus essentiels du ménage ; de leur donner en pleine propriété une portion de terre inculte, le plus à portée de leur habitation que faire se pourra, pour les défricher, sans autre charge ni redevance que celle d'un modique cens annuel, & de laquelle ils pourront disposer par vente, échange, donation ou autrement, comme de chose à eux appartenante ; comme aussi de leur distribuer des outils propres à défricher & cultiver, ainsi qu'aux différens ouvrages auxquels on destineroit les Artistes & les Artisans ; de donner aux Cultivateurs des grains, des graines & des plans pour ensemer ou planter leurs terres ; de donner aux uns & aux autres des grains, denrées & autres matières suffisamment pour se nourrir

& se vêtir pendant la première année jusqu'à ce qu'ils aient fait la première récolte , ou que ceux employés dans les Fabriques aient pû se procurer, avec le produit de leur travail , les commodités & les avances nécessaires pour subsister par la suite avec leurs femmes & enfans du montant de leurs salaires.

Pour procurer à ces nouveaux Colonistes plus de moyens & de douceurs, le Roi pourroit , par suite de faveurs, faire délivrer à chacun des ménages une vache , trois brebis , & placer de distance en distance un mâle de chaque espèce, par lesquels les Colons pourroient faire saillir leurs bêtes pour multiplier leur troupeau ; ce dernier acte de générosité leur seroit d'un grand secours : ils en tireroient du lait , du beurre , du fromage , de la laine , de la viande , des peaux , & des engrais qui fertiliseroient leurs champs.

Ces dépenses telles qu'elles soient ne sont point au-dessus des fa-

cultés d'un Roi de France , le premier, le plus riche & le plus puissant Monarque de l'Europe. Il peut les faire à titre de don & de générosité sans les répéter. Des Princes , ses inférieurs en moyens & en facultés, lui en ont donné des exemples que nous n'oublierons jamais , puisqu'ils nous ont coûté beaucoup de Citoyens qui ont déserté de France pour profiter de leurs bienfaits.

Le pur don qu'il feroit de ces dépenses aux nouveaux Hôtes, sans aucune répétition de sa mise , n'auroit que l'apparence d'un don gratuit ; puisqu'en les mettant plus promptement dans un état d'aisance, il se procureroit un moyen sûr d'en retirer plus promptement une abondante jouissance par la voye de l'imposition dont ils viendroient en très-peu de temps susceptibles. Ce ne seroit point une perte pour Sa Majesté ; ce seroit au contraire un argent placé fort avantageusement qui lui produiroit chaque année de gros intérêts. L'Etat

qui y gagneroit aussi une plus grande quantité de denrées de toutes espèces de productions de son crû, jouiroit d'une plus grande circulation d'espèces numéraires. Cette circulation, suite nécessaire de l'abondance qu'occasionneroient les simples avances que je propose, forceroit les serrures de tous les coffres-forts de nos Marchands d'argent, & obligeroit ces vampires impitoyables à répandre leurs trésors dans les champs & dans le commerce. C'est un des moyens que je voudrois employer pour faire baisser l'intérêt légal & naturel de l'argent, dont le taux depuis longtems excessif a contribué à notre ruine; puisqu'il a fait baisser le revenu & le prix de nos biens fonds qui devroient cependant faire notre richesse.

Nous ne pouvons trop applaudir à l'Ordonnance que le Roi a rendue le 15 Juillet 1763, & publiée hier, par laquelle il autorise les parens des jeunes

116 *APPEL DES ÉTRANGERS*

gens de famille qui seront tombés dans des écarts capables d'exposer l'honneur & la tranquillité de leurs familles, ou pour lesquels ils auroient été repris de police, sans cependant s'être rendus coupables de crimes dont les Loix ont prononcé la punition, à demander au Ministre du Département de la Guerre & de la Marine; leur exportation dans l'Isle de la Désirade, & par laquelle il est ordonné que pour cet effet l'ordre de Sa Majesté leur en sera remis, si les preuves sont trouvées légitimes.

La même Ordonnance, après avoir pourvû à leur détention & à leur subsistance dès Rochefort, où ils seront conduits, & pendant le trajet, ordonne que sitôt qu'ils seront arrivés à la Désirade, le Commandant auquel ils seront remis les nourrira à la ration du Soldat, leur assignera un canton dont le terrain soit bon & l'air sain; il les fera loger dans de simples cases construites à cet effet: il leur interdira l'a-

sage & le port des armes de toutes espèces , & prendra toutes les précautions nécessaires pour empêcher leur évasion ; il leur assignera un terrain commun où ils pourront travailler à la terre , & le bénéfice qu'ils en retireront en subsistances ou en autres denrées du Pays , sera à leur profit. Pour cet effet il leur sera délivré *gratis* de deux en deux , cinq outils propres à la culture de la terre , & une certaine quantité de grains pour ensemençer ; on leur donnera tous les ans pour leur habillement un gilet , une veste & deux culottes de toile, trois chemises de Soldat, deux cols, deux paires de bas de fil , trois paires de souliers & un chapeau. En cas de maladie ils seront reçus à l'Hôpital comme Soldats.

Ordonne en outre qu'on les distingue par classe à mesure qu'on reconnoitra en eux de l'amendement ; & le Commandant rendra compte de leur conduite au Secrétaire d'Etat de la Guerre & de la Marine , afin qu'il puisse faire avertir les parens.

Tout est prévu dans cette Ordonnance, tant pour la tranquillité des Régnicoles que pour la sûreté des habitants de la Désirade, & pour la police qu'on doit exercer envers ces garnemens. La prévoyance du Ministre qui a voulu occuper, au profit de l'Etat, des Sujets qui ne pouvoient que lui être fort nuisibles & fort dangereux, a même étendu ses soins paternels jusque sur leur sort & leur amendement. Ces libertins, grâce à des précautions aussi sages & aussi douces, seront maîtres de leur travail & de leurs actions, tant qu'ils n'abuseront point de leur liberté pour se livrer à l'oisiveté, ou pour commettre des crimes ou des désordres. En enrichissant du produit de leurs travaux la Colonie qu'ils habiteront, ils enrichiront l'Etat; ils s'enrichiront eux-mêmes. Le Gouvernement leur en donnera tous les moyens; des subsistances, des logemens, des habits, des outils, des champs, des semences, en pur don,

appui & protection : que de ressources !

Pourquoi les Ministres , les prédécesseurs , n'ont-ils pas pris des précautions aussi sages tant en ce continent que dans nos possessions d'outre-mer ? S'ils les eussent prises , le Royaume ne seroit pas farci d'une multitude de mauvais sujets qui le dévorent & l'ensanglantent chaque jour ; le Royaume , dis-je , ainsi que toutes nos Colonies , seroient infiniment plus peuplés , & les Sujets du Roi de l'un & de l'autre monde seroient autant d'ouvriers dans tous les genres qui y feroient fleurir l'agriculture , les arts & le commerce : tous les ordres de la société , depuis le plus grand Seigneur jusqu'au dernier des mercenaires , seroient sans cesse occupés à leurs différentes professions & seroient tous vertueux ; le luxe immodéré ne nous auroit pas séduits ; & tout homme en place ou en faveur auroit rougi de vendre son crédit & son ame pour de l'argent ; on n'auroit point connu ces

pots-de-vin qui ont commis tant de ravages : les emplois auroient été donnés au mérite & non à l'importunité : tout homme qui auroit offert 240 mille livres ou cent mille écus pour une commission ou pour un traité , auroit été regardé comme infâme , aussi bien que celui qui auroit accepté la somme ; l'honneur jadis recommandable à tous les François , auroit conservé toute sa pureté en France.

Nous devons attendre de deux génies qui veillent sur nous , qu'ils remonteront peu à peu les crans de l'Etat du côté du moral & du côté du physique , & qu'ils lui rendront cette splendeur & cette force qu'il doit avoir. Il ne faut pour réussir que des talens comme les leurs , & des dispositions aussi heureuses qu'ils en trouveront dans les cœurs François , toujours dociles quand on fait les diriger.

Parmi tous les autres moyens qui sont en la disposition du Conseil pour
favoriser

favoriser notre population dans tous les Pays de notre domination , pour y appeller les Etrangers , & pour y augmenter nos productions territoriales, notre commerce & nos richesses de propriété , nous pouvons compter comme l'un des plus essentiels la liberté de faire indifféremment des plantations de tabac tant en ce continent que dans celles de nos possessions d'outre-mer , que les habitans jugeront propres à cette production, aujourd'hui devenue si importante & si précieuse , puisque tout le monde en fait usage.

Ce seroit le secret le plus certain pour empêcher la contrebande que font plusieurs de nos Sujets par misère & par nécessité , faute d'autres ressources pour subsister , & qui les conduit quelquefois aux plus grands crimes , tels que les vols & les meurtres , parce qu'elle leur en présente assez souvent l'occasion , & qu'elle leur en assure l'impunité. Ce seroit le vrai parti à

prendre pour rendre inutile cette pépinière de Commis & de Satellites de la Ferme générale, placés en front de bandière sur nos Frontières, pour empêcher l'entrée du tabac de contrebande dans le Royaume : entrée qu'ils favorisent souvent eux-mêmes, parce que plusieurs Brigades sont intéressées avec certaines troupes de Contrebandiers. Ce seroit enfin le principal ressort que nos Ministres pourroient employer avantageusement pour donner à notre Agriculture, à toutes nos Fabriques, à notre Commerce intérieur & extérieur, les facilités & l'activité qui leur manquent depuis tant de tems, & dont la privation nous a mis aux abois, & nous a privés de nos propres ressources.

Les Fermiers Généraux achètent aujourd'hui de l'Etranger tout le tabac qu'ils fabriquent & débitent. Le prix du tabac brute est de quatre sols la livre, pris sur les lieux ; & l'achat qu'ils en font monte chaque année à plus de

trois millions cinq cens mille livres. Ils accordent à leurs Facteurs étrangers pour droit de commission un demi pour cent sur le prix de leurs achats. Il leur en coûte chaque année cent mille écus tant pour le fret que pour les avaries.

Outre ces sommes qui sortent annuellement de France & passent souvent chez nos ennemis, mais au moins chez les Puissances étrangères & qui n'en reviennent plus, il faut encore compter au moins un million qui passe chez nos Voisins pour le tabac de contrebande qu'ils nous envoient, malgré la vigilance des Fermiers Généraux qui ne manquent pas communément d'activité sur la partie d'intérêt.

Voilà donc environ cinq millions d'espèces réelles dont nous nous appauvrissons chaque année, & dont nous enrichissons les Nations qui ne s'en servent que trop fréquemment pour nous faire la guerre. Eh, que tirons-nous d'elles pour une somme aussi considé-

table ? Une denrée que nous avions chez nous autrefois , d'une qualité bien supérieure à la plus grande partie de celles qu'elles nous fournissent. Notre tabac de Clairac dont les Fermiers Généraux ont barbarement détruit les plantations , étoit d'une meilleure qualité que celui de Virginie. Je sens parfaitement le motif d'avarice qui a porté les Fermiers à détruire toutes nos plantations de tabac dans nos Provinces Méridionales & Septentrionales ; mais je ne puis concevoir comment les anciens Contrôleurs généraux ont pû se laisser éblouir par leurs prestiges : il étoit pour lors aussi aisé qu'aujourd'hui de reconnoître l'illusion de leurs demandes. Tant que les différentes espèces de tabacs se seroient achetées en France, tout le monde auroit été à portée d'être instruit du prix du premier achat ; d'être à peu près informé des frais de fabrication , & du montant de la vente qu'ils en font, quelque précaution qu'ils eussent

apportée pour cacher leur manutention. Partant de-là , ils craignoient qu'on ne proposât des enchères sur cette partie dont les bénéfices sont en vérité incroyables. Ils ont crû qu'en achetant leur tabac en Pays étranger , & en exigeant un secret inviolable , tant de la part de leurs Commissionnaires étrangers , que des principaux Commis chargés de la fabrication & de la vente du tabac , ils n'auroient point de Compétiteurs ; mais leur mèche est éventée ; leur mystère n'en est plus un pour beaucoup de personnes. On fait ce qu'ils gagnent , & je leur prouverai quand ils voudront que j'en suis aussi instruit qu'eux. Je connois même un Ministre qui en est informé , & qui fera certainement usage des découvertes qu'il a faites , aussitôt qu'il en trouvera l'occasion. Le meilleur usage qu'on puisse en faire est de supprimer le Colosse qui a jusqu'à présent donné tant d'entraves aux productions & au commerce , en

aggravant le fardeau des impositions.

Si les plantations de tabac étoient libres en France & dans nos Colonies, il ne couteroit pas à la Ferme générale, en supposant qu'on la laisse subsister, plus de deux sols fix deniers rendu dans ses magasins, au lieu de quatre sols la livre qu'elle l'achète brute & sur les lieux; elle n'auroit plus de frais ni de voitures par terre, ni de droits de commission à payer, parce que les Propriétaires vendeurs vendroient à leurs frais cette denrée dans ses Fabriques. Les Fermiers-Generaux y gagneroient cent pour cent, dans le cas toutefois supposé sur lequel ils ne comptent pas, que le Ministre des Finances leur laisseroit la Ferme pour le même prix qu'ils en payent, & ne la leur augmenteroit pas.

Les Propriétaires des fonds de terre & les Cultivateurs gagneroient par la liberté de cette plantation près de cinq millions par an, & le Gouvernement

conserveroit cette somme, ainsi que celle de trois cens mille livres à quoi montent le fret & les avaries du tabac que les Fermiers-Généraux achètent chez l'Etranger , & celle d'environ vingt-cinq à trente mille livres qu'elle accorde à ses Facteurs en Pays Etranger pour droits de commission, gratification & autres.

Ces trois sommes montant ensemble à cinq millions trois cens trente mille livres ou environ par an, qui resteroient dans l'Etat & qui n'en fortiroient point du tout , entreroient en totalité dans la circulation , feroient la fortune d'une infinité de Propriétaires de biens fonds , procureroient une aisance honnête à une multitude d'Ouvriers , & fourniroient de grands moyens de subsistance & d'abondance pour toutes les professions.

Que de merveilleux effets ne pourroit-on pas attendre de plus de cinq millions d'espèces effectives ré-

pandues & renouvelées en même nature chaque année, tant dans nos Provinces que dans nos Colonies ?

Aussitôt que le Conseil se sera déterminé à accorder toute sa protection à la population, à l'agriculture & au commerce, je ne désespère pas de le voir se porter de lui-même à supprimer la Ferme du sel & celles des traites dans l'intérieur du Royaume ; il seroit même à désirer pour la progression de notre Commerce intérieur & extérieur que le Conseil se déterminât à supprimer pareillement les droits de Douanes à l'entrée & à la sortie du Royaume. Je prouverai les avantages de cette suppression totale, quand il plaira à M. le Contrôleur-général de m'y autoriser.

La première Ferme, c'est-à-dire celle de la Gabelle, fait un préjudice considérable à l'éducation des bestiaux, à leur santé & à leur multiplication, & elle porte atteinte à l'Agriculture. Il

seroit absolument nécessaire de laisser le sel marchand dans toute l'étendue de la France , dans les Provinces frontières comme dans les Provinces centrales , sans distinction des Pays rédimés , ou des Pays d'Etats , ou de ceux d'Élection. Pour lors on verroit les habitans de la campagne en donner à leurs bestiaux pour les engraisser , pour rendre leur chair , leur cuir & leurs toisons plus parfaits , & pour les préserver de toutes les maladies épidémiques auxquelles ils sont sujets.

Ces maladies sont si graves , si dangereuses , qu'elles attaquent les animaux comme les bêtes blanches. Elles en enlèvent presque tous les ans dans nos différentes Provinces , sans distinction de climats , chauds , tempérés ou froids , une quantité si étonnante , que nous devons craindre de manquer un jour de chaque espèce de bétail.

Quant au secours que l'Agriculture tireroit de la suppression de la Ferme des

Gabelles , le voici. Si le sel étoit marchand dans tout le Royaume , il ne vaudroit pas plus de douze à quinze deniers la livre dans plusieurs Provinces ; dans d'autres il feroit encore à meilleur marché ; & pour lors les Laboureurs en mêleroient avec le grain lors des semailles dans les terres froides ou trop compactes. On fait que plus une terre a de sels , soit fixes , soit volatils , plus elle est féconde. Les Alkalis fertilisent singulièrement les terres ; mais au prix énorme où est actuellement le sel de la Ferme générale , il n'est pas possible que l'on en distribue aux bestiaux avec leur manger ordinaire , ni qu'on en répande sur les terres labourables.

A l'égard de la Ferme des Traités , tout le monde est d'accord sur la péfanteur des entraves qu'elle donne aux productions & au commerce intérieur. Celui-ci ne peut être gêné fans que celui du dehors n'en souffre beaucoup. Ainsi on doit regarder cette Ferme

comme fort nuisible & infiniment plus à charge aux Peuples, qu'elle ne produit au Roi en deniers effectifs. Si elle n'avoit d'autres inconvéniens que celui de faire payer par la circulation & la consommation vingt ou vingt-cinq fois un même droit que Sa Majesté ne retire qu'une fois, & certainement c'en feroit un grand, ce ne feroit rien en comparaison des autres; mais elle arrête le progrès du commerce, elle empêche la liberté de la circulation qui lui est nécessaire; enfin elle l'accable, elle l'étouffe sous ses chaînes. C'est-là de tous les maux le plus terrible; & on ne peut en espérer le remède qu'autant que cette Ferme sera supprimée.

Le sel & le tabac rendus marchands en France, avec toute la liberté dont une branche de commerce & toutes natures de marchandises sont susceptibles, il en résultera les plus grands avantages. Le sel nous rendra cette multitude de bestiaux de la meilleure qualité, tant en

chair qu'en toisons & en cuirs qui couvroient nos campagnes, & que nous n'avons plus depuis l'établissement des Gabelles; nos laines reprendront leur première considération. La multiplication de nos bestiaux augmentera nos engrais, & fera d'un grand secours pour notre agriculture, dont les progressions en accroissement ou décroissement, se règlent sur le volume de fumiers & d'engrais naturels & artificiels qu'on peut faire dans un Pays agricole.

Le tabac de France nous fera oublier celui de la Virginie, de la Havanne, du Brésil & des autres Contrées de l'Amérique méridionale. L'article du tabac de la Virginie que la France tire chaque année & depuis longtems d'Angleterre, balance la valeur des vins, des huiles & des autres denrées que l'Angleterre ne peut se dispenser de venir acheter chez nous pour son propre usage & pour sa consommation journalière, parce qu'il n'en trouve

pas des mêmes qualités dans les autres Contrées.

Dans tout autre Pays moins propre que le nôtre à la production du tabac, il seroit très-avantageux pour l'Etat d'y cultiver cette plante, quand même la feuille n'en seroit pas aussi excellente que celle de l'Etranger; il lui seroit avantageux de la consommer par préférence à celle du dehors, parce que c'est un moyen de plus pour garder chez soi son argent, & pour accroître ses productions territoriales. Partant de ce principe politique, quelle faute n'avons nous pas commise lorsque nous avons autorisé les Fermiers Généraux à détruire en France des plantations de cette denrée, qui, dans toutes nos Provinces, étoient d'une très-bonne qualité, & qui dans quelques crûs égaloient les plus esquises de l'Univers.

En les établissant en France, avec pleine liberté à tous les Sujets de les multiplier autant que bon leur semblera,

134 *APPEL DES ÉTRANGERS*

& de disposer de leurs récoltes comme de toute autre marchandise , nous ne ferons plus dans le cas d'en acheter chez aucune Nation , & nous aurons notre argent de reste ; nous aurons en pur bénéfice les guinées que les Anglois nous apporteront pour la valeur des denrées de première & de seconde nécessité de notre crû dont ils ne peuvent se passer ; nous aurons encore , lorsque nos récoltes seront abondantes , une nouvelle branche de commerce avec les Peuples septentrionaux chez lesquels nous pourrons porter notre tabac en feuilles ou fabriqué , ou qui viendront eux-mêmes le chercher , parce qu'il sera bien meilleur que celui qu'ils récoltent chez eux , & qu'il sera d'ailleurs plus à leur portée que celui de l'Amérique méridionale , à la qualité duquel celui de nos bons crûs ne cede point du tout en force & en agrément.

Je suis persuadé que les partisans

de la Ferme générale feront tous leurs efforts pour parer le coup fatal à ses intérêts que je lui porte , comme vrai serviteur de mon Roi & de ma Patrie , en demandant la suppression des Gabelles & des Traités foraines pour l'intérieur du Royaume , & des droits d'entrée & de sortie pour les denrées & marchandises provenant tant de notre crû & de celui de nos Colonies que de notre main d'œuvre. Je suis comme assuré que s'ils voyent le Ministre des Finances déterminé à prendre ce parti salutaire pour l'Etat , aveuglés par l'avarice , ils feront tous leurs efforts pour parer ce coup ; & que pour empêcher le Conseil de faire une opération aussi désirable , & effectivement désirée depuis longtems par l'universalité de la Nation , ils échasseront sur son chemin difficultés sur difficultés. Mais ce seront de purs fantômes qui se dissiperont aussitôt qu'un grand homme d'Etat les examinera avec attention.

136 *APPEL DES ÉTRANGERS*

Ils auront, ces Ecrivains mercenaires, de quoi crier bien plus haut, lorsque je traiterai la partie des Finances dans toutes ses faces & dans tous ses rapports, & que j'y ferai voir combien la régie actuelle est vicieuse & nuisible aux productions, au commerce & au bien-être des Sujets. Je n'en entreprendrai la besogne que d'après un nombre considerable de Citoyens très-respectables par leur zèle & par leurs lumières qui ont démasqué la vue de l'administration financière, & qui ont porté les premiers coups contre ce colosse redoutable à la Nation, que l'on avoit jusqu'à présent jugé inébranlable.

J'ai été du nombre de ceux qu'une fausse prudence avoit retenus. La sévérité dont on avoit usé contre certains membres précieux de la société qui avoient élevé leurs voix contre les abus des assiettes & perceptions d'impôts, m'avoit inspiré de la crainte. Mon Traité

est depuis près de deux ans prêt à mettre au jour ; & je n'attends pour l'envoyer à l'impression que la permission du Ministre des Finances. J'avoue que les temps n'étoient point du tout propres au changement de cette machine compliquée , lorsque les plans de réformes furent distribués dans le Public.

Nos anciens Ministres avoient regardé cet idole d'or comme la colonne de l'Etat , & croioient devoir le couvrir de leur égide afin de le garantir de toute la profanation. Ils l'avoient tous respecté , comme dans ces tems reculés du Paganisme les adorateurs de l'Olympe reverroient *Sérapis*. Ils s'étoient imaginés que la moindre atteinte qu'on lui porteroit feroit écrouler le Royaume, & l'enseveliroit aussitôt sous ses ruines.

Mais nos Ministres actuels vraiment hommes d'Etat , & par conséquent beaucoup plus lumineux que leurs prédécesseurs , connoissent aujourd'hui tout

le danger de son existence & l'indispensable nécessité de sa destruction dans un tems qui y est aussi favorable que celui où nous sommes : ils voyent enfin qu'il ne subsiste qu'au détriment du Roi & des Peuples, & qu'il ne doit son embonpoint qu'à la misère où il a réduit le corps de l'Etat. Ces dignes Mécènes, ces glorieuses colonnes de l'Etat & de la Royauté, semblables à l'Empereur Théophile, modèle mémorable de la prudence la plus consommée, abbattront cette fausse Divinité, & feront retourner au profit de notre Maître & à notre soulagement les richesses immenses qu'elle étoit dans l'usage d'attirer à elle par la vertu du talisman.

Nous sommes plus fondés que nous n'avons jamais été à attendre ce secours prompt & nécessaire. Notre Monarque, dont nous connoissons la bonté paternelle & les autres vertus, est informé de la triste situation de nos Villes &

de nos campagnes, ainsi que de la misère générale de ses enfans ; il est pénétré du besoin pressant où nous sommes de voir réformer les impôts & les recouvremens avant que notre épuisement soit total ; & il s'est expliqué nettement sur le désir qu'il a de nous soulager. Nous devons l'attendre avec d'autant plus de confiance que nous voyons nos principaux Ministres, les flambeaux, les conseils de ce Prince chéri, touchés des vexations auxquelles nous avons été en bute jusqu'à présent, sensibles aux causes de notre dépopulation & du dépérissement de notre culture, & empressés à chercher les moyens les plus efficaces pour adoucir nos maux.

C'est pour y parvenir plus sûrement qu'ils ont permis à tous les Citoyens éclairés qui peuvent être animés de zèle pour la gloire de leur Souverain & pour la prospérité de leur Patrie, de faire part au Public, par la voie de l'impression,

de toutes leurs idées & leurs vûes sur les réformes qu'il convient de faire dans les différentes branches de l'adiminiftration des Finances , & sur quelques autres parties vicieuses du Gouvernement , afin d'engager chaque Membre de la Société à choisir & préparer les matériaux propres à la construction du nouvel édifice économique & politique que Sa Majesté veut élever en la place de l'ancien , dont les défauts annoncent la ruine prochaine. Ce grand ouvrage dont la consommation étoit réservée à de grands hommes , dégrossi & préparé par les réfutations respectives qui paroissent chaque jour , nos Ministres choisiront les meilleurs plans, les meilleurs moyens pour y mettre ce degré de perfection qu'ils peuvent seuls donner avant de les revêtir de l'autorité Royale.

Rien de plus glorieux pour eux , rien de plus digne de toute notre reconnoissance que cette belle & rare modestie

de leur part qui leur a fait abroger l'usage où étoient leurs prédécesseurs de punir ceux qui par un noble zèle pour l'Etat , & souvent pour leur gloire , osoient leur faire des représentations respectueuses sur les vices & les abus de leur administration , & leur proposer des moyens pour y remédier. Ceux que nous avons le bonheur de voir maintenant à la tête de nos affaires , regardent avec raison cet antique & mauvais usage comme un préjugé nuisible au bien public & indigne d'eux ; aussi l'ont-ils supprimé.

Nous ne pouvons faire trop de vœux pour qu'il plaise au Tout-Puissant , Maître du cœur des Rois , arbitre suprême de la vie & de la mort des humains , de nous les conserver longues années en santé & en place , afin qu'ils puissent remplir tous les projets salutaires que nos besoins exigent , & que leur bienfaisance leur a suggérés ; qu'il leur donne assez de crédit pour terrasser

142 *APPEL DES ÉTRANGERS, &c.*
ceux que l'avarice aveugleroit au point
de s'y opposer; qu'il donne enfin à ces
Ange tutélaires assez de force & de
fermeté pour les faire exécuter dans
toute leur étendue.

F I N.

Le prix est de 30 sols broché.

E763

T942a